

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE DE RISQUE ET LA NOTION DE FAUTE

EN

MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ

DU

FAIT DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 29 avril 1913, à 1 heure 1/2

PAR

René HUARD

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { MM. MASSIGLI, { *professeurs.*
BARTIN, {

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE DE RISQUE ET LA NOTION DE FAUTE

EN

MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ

DU

FAIT DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 29 avril 1913, à 1 heure 1/2

PAR

René HUARD



Président : M. PIÉDELÈVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, { professeurs.
BARTIN, }*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1913

INTRODUCTION

Les questions de responsabilité ont pris à notre époque une importance chaque jour croissante. Rien, d'ailleurs, de moins surprenant quand on en étudie les raisons. A une cause primordiale sont venues s'ajouter les nécessités de la vie actuelle et du développement économique et industriel de notre société.

Cette raison prédominante est simple : la responsabilité est la clef de tout notre droit. La vie en société fait naître des relations nombreuses et de toutes natures. A ces relations préside le droit qui doit en assurer la bonne harmonie. Les questions de responsabilité naissent à chaque instant de la mêlée et des chocs des activités les plus diverses. Aussi un auteur a-t-il pu dire de l'article 1382 qu'il était la pierre fondamentale de notre législation.

De tout temps ces questions ont été discutées, étudiées jusque dans leurs plus lointaines conséquences ; mais il n'y a peut-être pas de matière, celle-ci considérée tant au point de vue civil qu'au point de vue pénal, qui soit soumise à plus de changements.

Ces fluctuations proviennent de ce que la responsabilité tient avant tout son fondement de la morale. Aussi, peut-on trouver, dans les sanctions diverses qu'elle reçut successivement, le reflet de l'état du développement psychologique de la société à chaque époque de l'histoire. Telle est l'explication de l'évolution subie par cette théorie dans son processus à travers les âges, évolution que nous essayerons de retracer.

Il peut paraître superflu d'en refaire une fois de plus l'historique, après tant d'ouvrages éminents sur la question. Cependant, cela semble absolument nécessaire au but que nous nous proposons. L'histoire est à la base de toute étude juridique. Elle seule permet d'analyser avec profit les raisons et la portée de tel principe de droit.

C'est ainsi qu'au début de cette étude, il nous paraît utile de faire observer que l'exposé de la conception romaine ne présente pas seulement un intérêt purement historique. La théorie de la responsabilité, après avoir été « réelle » et objective, devint peu à peu subjective, par l'introduction d'une idée nouvelle, issue de la morale, de la psychologie. Cette transformation est due à la notion de faute qui, de l'époque classique du droit romain jusqu'à nos jours, n'a cessé de la dominer. Mais aujourd'hui, et c'est là la question intéressante que nous voulons essayer d'aborder

dans cette thèse, nous assistons à une tentative de revirement qui, sans être une résurrection absolue de la très ancienne doctrine romaine, tend à bouleverser les vieilles idées d'imputabilité et de responsabilité admises par nos auteurs et consacrées par le Code.

Certes, nous ne devons pas pousser cette affirmation dans ses plus extrêmes conséquences, nous nous empressons de le dire dès maintenant, nous réservant d'en examiner toute la portée en temps opportun, dans le dernier chapitre de cet ouvrage. Mais cette remarque nous permet d'insister sur l'importance de l'analyse du droit de cette époque, analyse qui nous montrera l'origine ancienne de la théorie « nouvelle » que nous verrons se faire jour dans les arrêts les plus récents de notre jurisprudence tant civile qu'administrative.

Nous étudierons les différentes phases qu'a présentées, depuis sa naissance, la théorie de la responsabilité. Nous passerons en revue tour à tour la période romaine, celle de l'ancien droit, puis le Code civil. Nous arriverons alors à l'époque contemporaine et à l'examen des différentes opinions que l'on a soutenues principalement depuis 1880 et qui ont préparé l'évolution actuelle dont la loi de 1898, créant le risque professionnel, n'a pas été l'un des témoignages les moins importants.

Ainsi, nous exposerons la théorie qui tend à supplanter la vieille doctrine subjective de la faute dans la jurisprudence et les ouvrages récents et nous examinerons les conséquences qu'elle entraîne et qui, si elle était adoptée, amènerait des changements considérables dans la conception de notre droit, tant au point de vue de l'imputabilité qu'à celui des causes d'exclusion de responsabilité : cas fortuits et force majeure.

Nous diviserons notre étude en 6 chapitres.

Chapitre I. — Le droit romain.

Chapitre II. — L'ancien droit français.

Chapitre III. — La théorie consacrée par le Code civil.

Chapitre IV. — La notion de faute et les délits et quasi-délits.

Chapitre V. — La doctrine moderne.

Chapitre VI. — La jurisprudence et son évolution.

CHAPITRE PREMIER

LA THEORIE DE LA RESPONSABILITÉ EN DROIT ROMAIN

L'évolution de la théorie de la responsabilité en droit romain a présenté deux phases bien distinctes que l'introduction de la notion de faute a séparées complètement l'une de l'autre dans le processus de cette institution. Pour la clarté de l'exposition, nous les étudierons successivement.

SECTION I

PÉRIODE DU TRÈS ANCIEN DROIT ROMAIN.

A l'origine et dans le plus ancien droit romain, le droit a commencé par être un droit pénal. Dans la conception primitive de tous les peuples à leur formation, la victime d'un dommage doit obtenir une réparation. Mais cette réparation n'est pas une indemnisation quelconque. C'est une amende que le particulier lésé peut exiger de l'auteur du dommage

et là est le trait essentiel du système des délits privés « qui procède d'une conception commune à tous les hommes primitifs et que l'on retrouve, postérieurement à l'époque romaine, chez les Barbares, et encore de nos jours, non seulement chez les populations sauvages, mais encore au sein des populations étroitement parentes des peuples civilisés, chez lesquelles des circonstances quelconques ont produit un arrêt de développement ou un recul ». Dans cette notion primitive, « la victime d'un tort a le droit d'en tirer vengeance en causant à l'auteur de ce tort un autre tort (1) ». C'est le régime de la vengeance privée qui accuse si bien le caractère de cette époque où seule la force est vénérée et a droit au respect. Nous y trouvons la forme la plus ancienne et la plus imparfaite de la répression de l'injustice. Mais bientôt, la société, en se constituant plus fortement et en prenant conscience de ses droits, de ses obligations et aussi de sa puissance, discerna les cas où elle pouvait et devait agir sans craindre de représailles ; de ce jour-là la répression passa à l'état d'institution juridique et sociale ; elle devait dès lors rapidement se transformer dans ses caractères.

La notion de vengeance en entraîne une autre : qui dit vengeance dit peine. Ainsi, le droit, à ses débuts,

(1) Cf. pour ce développement, GIRARD, *Manuel*, pp. 391 et s.

est dominé par l'idée de peine, la plus importante au point de vue de l'histoire de la civilisation. Car elle est le reflet de la pensée et du sentiment d'un peuple à un moment déterminé.

« A l'origine, à toute injustice correspondait une peine, mais le *critérium de l'injustice n'était point la faute* (1). » Cette notion n'est survenue que beaucoup plus tard ; c'est elle qui, dans le droit romain classique, fera naître l'adage « point de peine sans faute ». Mais au début, cette idée est bien loin de prévaloir. Les commencements du droit nous montrent plutôt chez tous les peuples des règles et des institutions qui semblent lui donner un énergique démenti : l'enfant frappe la pierre contre laquelle il s'est heurté ; ne fait-on point passer les animaux coupables d'un dommage dans un simulacre de jugement ?

L'éducation seule aide les peuples comme les individus à dépouiller le sentiment juridique de la passion dont il est primitivement empreint. « De même que toutes les législations des peuples à leur début, l'ancien droit romain est dominé par l'idée de réaction violente contre toute injustice soufferte (2). » L'individu lésé donne libre cours à sa passion aveugle et aucune question de culpabilité ne surgit en

(1) *De la faute en droit privé*, de IHERING, traduction de MEULENAËRE, p. 5 et s.

(2) *De la faute en droit privé*, p. 40 et s.

son esprit irrité : aussi ne se contente-t-il pas de la simple réparation de l'injustice, mais encore il réclame une satisfaction personnelle pour le trouble apporté.

Pendant le premier stade de l'évolution du droit romain, les différents éléments qui composent le fait dommageable restent confondus. Une seule chose domine les relations des clans entre eux, alors que la société n'a pas encore pris suffisamment conscience d'elle-même et que l'Etat n'est encore qu'embryonnaire : cette chose, c'est la force. Nul n'analyse le fait qui cause la lésion. Le *paterfamilias*, grand juge qui tranche le différend, ne fait que refléter les sentiments qui meuvent les membres du clan offensé : le fait est là dans sa brutale matérialité ; peu importe la culpabilité de l'auteur ; peu importe qu'il l'ait commis ou non par faute, ou que, privé de raison, il n'en puisse être moralement rendu responsable. Le dommage est là, le *jus* est violé ; cela demande réparation ; le tort crie vengeance (1).

Ainsi, aux termes du droit le plus ancien, celui qui, même sans sa faute, avait causé la mort d'autrui, encourait la vengeance du sang. De même celui qui, par simple imprudence, a commis un *piaculum*, a enfreint le *fas*, doit payer un *piaementum* (2). Toute

(1) Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, p. 330 et s.

(2) Cf. Varron, *Macrobe Saturnales*, 1.16.

cette théorie était poussée dans ses plus extrêmes conséquences, et l'exagération de celles-ci en montre bien le caractère. Nous voulons faire allusion à la responsabilité du dommage causé par les animaux et les choses inanimées.

Même les animaux et les choses inanimées devaient répondre du tort qu'ils avaient occasionné, en ce sens du moins pour les choses, que le lésé pouvait les retenir dès qu'elles étaient tombées entre ses mains, tandis qu'il avait le droit d'obliger le propriétaire à lui livrer les animaux pour se payer du dommage souffert. Les esclaves et les animaux étaient, à ce point de vue comme à beaucoup d'autres, traités pareillement. De là est née la théorie des actions noxales sur laquelle nous reviendrons.

Il est donc indifférent que nous disions que le droit romain, à l'époque qui nous occupe, ignore l'élément de faute ou que nous soutenions que pour lui, le fait en lui-même prouve suffisamment la faute. L'innocent lui-même est frappé de peine. « *Non consilii, sed fortunæ pœna repetitur* » (1), dit Cicéron dans son *pro Tullio*. Le fait extérieur entraîne comme tel la peine, sans que son rapport avec la volonté soit ultérieurement pris en considération.

Il paraît avéré que dans la première phase de son

(1) Cicéron, *pro Tullio*, § 51.

développement, le droit ne fondait pas la responsabilité sur la faute. « On ne se préoccupe nullement de la culpabilité de l'agent, dit M. Cuq (1) : que le tort ait été commis par un être humain ou par un animal ; qu'une blessure ait été faite intentionnellement ou par mégarde, il n'importe. La passion est aveugle sous l'empire de la douleur ou de la colère, la victime ne songe qu'à tirer vengeance du tort qu'elle a subi, quel que soit l'auteur et quelle que soit la cause. »

Ainsi la doctrine romaine nous apparaît, avant l'époque classique, purement objective, véritablement *ob rem*, c'est-à-dire reposant uniquement sur le fait matériel du rapport de cause à effet. Quelles transformations a subies ce principe dans le cours de l'histoire ? Cette étude se propose de l'examiner.

Aussi nous semble-t-il utile, en vue des comparaisons que nous serons amenés à faire ultérieurement, de préciser un peu les caractères de cette réparation et les conséquences que ceux-ci entraînent.

Le système des délits privés aboutissait non seulement à indemniser la victime, mais à lui procurer un bénéfice, en lui accordant le montant de l'amende à laquelle était tarifé le tort causé. Il n'y a là rien de surprenant quand on connaît l'origine de l'institution. C'est la conséquence du sentiment qui anime

(1) Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, 1^{re} édition, t. I, p. 335.

celui qui a subi une lésion de son droit. L'amende née du délit n'est qu'une composition légale mise par l'autorité publique, qui a enfin pris conscience de sa force, à la place du droit de vengeance. Nous pouvons donc dire que, dans l'analyse de cette amende payée à la victime du délit, nous trouvons deux éléments bien distincts, quoique à cette époque ils soient toujours restés confondus, intimement liés l'un à l'autre : d'une part, la réparation *stricto sensu* du dommage subi par le patrimoine ou par la personne (qui n'est elle-même, en quelque sorte, qu'un facteur du patrimoine) et d'autre part, un second élément qui est proprement une satisfaction personnelle pour apaiser son désir de vengeance, une véritable peine pécuniaire en compensation du sentiment irrité et lésé.

Ces deux facteurs, il nous paraît très important de les distinguer, quoique les jurisconsultes de l'ancien droit ne les aient jamais séparés : en effet, quand, à l'époque classique, surgira la notion de faute, celle-ci pourra bien influencer sur l'élément de peine, mais raisonnablement pourra-t-elle modifier les données du premier ? Telle est la question qui se pose dès lors, nous réservant d'y répondre le moment venu.

Un second caractère apparaît, qui est bien lui aussi, en harmonie avec la théorie que nous avons exposée : c'est celui d'absence totale de toute idée

d'imputabilité. Le fait seul est considéré sous sa face externe : tel acte a causé une lésion ; peu importe son auteur, peu importe la culpabilité de cet auteur ; une seule chose est prise en considération : le lien de causalité unissant le fait ou la chose au dommage (1). Une fois ce rapport établi, la réparation est due sans que l'on ait à se préoccuper de la mentalité de l'agent, sans que l'on ait à se demander s'il a agi par faute ; l'auteur peut être privé de raison, cela n'a aucune influence. En un mot le droit n'envisage que l'injustice objective (2) : c'est le fait qui est cause du dommage. C'est le patrimoine qui subit un préjudice : le patrimoine doit être rétabli dans son intégrité et c'est l'auteur du fait, le propriétaire de la chose dommageable qui doit la réparation. Tel est le trait caractéristique de la théorie de la responsabilité avant la période classique. Deux points vont maintenant retenir notre attention et compléter ces observations : la question de la *responsabilité des mineurs*, prévue par la loi des XII Tables, et les *actions noxales*.

Du premier nous ne dirons qu'un mot. La loi des XII Tables prévoit le cas où un impubère commet un délit. Elle lui applique, tout au moins pour certaines

(1) Ceci ne nous permet-il pas de dire que la thèse du risque créé a une origine fort ancienne ?

(2) Girard, *Actions noxales*, Nouvelle Revue historique, 1887, 11, p. 408 et s ; Cuq, *Institutions juridiques des Romains*.

infractions, des peines, atténuées il est vrai. Mais en tout cas, elle ignore toute notion d'imputabilité, et que ce soit un impubère, c'est-à-dire un individu qui n'est pas encore en pleine possession de sa raison, ou un fou, c'est-à-dire un individu dont les facultés sont altérées, peu importe. Ils sont punissables, ils doivent réparation de la lésion qu'ils ont causée. Ceci confirme bien, par conséquent, le principe de la responsabilité contre-partie obligatoire, à cette époque, de la simple injustice objective.

L'exposé de la théorie des actions noxales achèvera d'en démontrer la portée. A quel objet répond cette institution (1) du droit romain, institution originale par excellence ?

Voici un délit commis par un animal, par un troupeau, par exemple, ou bien encore par un esclave, par un « *servus* », car pour les Romains, le « *servus* » n'est qu'une chose dans les mains de son maître. Il n'est point une personne, il n'a aucune personnalité juridique ; il fait partie du « *pecus* » au sens large du mot ; il est en un mot une « *res* ». Eh bien ! qu'un dommage soit causé par un animal ou un *servus*, l'esprit concret et pratique des Romains se refuse à

(1) Pour ce développement, V. notamment : Girard, *Actions noxales*, N. R. H., 1887, 11, p. 408 et s., ouvrage déjà cité, et Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, V. aussi de Ihering, *Esprit du droit romain*, p. 132.

admettre que ce dommage reste sans réparation ; mais alors, qui va en être tenu ? C'est à cette question que répond la *théorie des actions noxales*.

L'action noxale (1) est celle par laquelle la victime qui a subi le tort demande qu'on lui paie une amende ou qu'on lui en livre l'auteur. Un animal, une chose inanimée, un esclave, un enfant, toute *res* qui se trouve dans le patrimoine ou sous la puissance d'autrui, ont-ils causé un dommage à une personne étrangère ? Qui doit subir les conséquences de cette lésion. Telle est la question primordiale qui se pose en matière de responsabilité civile. Telle est celle que solutionnent les actions noxales. Elles envisagent le cas du délit commis contre quelqu'un *par un auteur qui se trouve placé sous la puissance d'autrui*.

L'action noxale requiert pour son existence plusieurs facteurs ; un seul, relatif au défendeur, retiendra notre attention dans cette étude. Il faut que celui-ci ait l'auteur du délit entre les mains au moment de sa poursuite. C'est ce que les juristes romains de l'époque classique ont appelé la *potestas*, qui suppose elle-même, sauf en matière de délit de la loi Aquilia, un élément de fait et un élément de droit. Il doit donc exister entre l'auteur du délit et celui contre qui on peut et on doit intenter l'action, un

(1) V. Girard, *Manuel*, 4^e édit., p. 674.

rapport de puissance, c'est l'élément juridique, et un pouvoir de disposition, c'est l'élément physique. Mais à quel moment cette *potestas* doit-elle exister ? C'est là le point délicat à déterminer et à observer, car nous pourrons ainsi définir exactement le caractère spécial de cette action, caractère qui intéresse particulièrement le sujet de cette étude.

Le principe fondamental est que la *potestas* doit exister au moment de la *litis contestatio*. L'action devra donc être intentée contre le maître qui a *actuellement* le *servus* ou la *res* en sa puissance, et non contre celui qui l'avait au moment du délit et qui a pu changer depuis. Ainsi le *dominus* actuel sera responsable, alors même qu'il n'avait pas la *potestas* au moment où l'acte dommageable s'est produit et celui qui la possédait alors est complètement exonéré de toute charge d'indemnisation.

Comment expliquer cette disposition de la législation et que déduire de ce caractère des actions noxales ?

Avant de répondre à cette question, examinons d'abord sur quoi repose cette action. On a prétendu que l'action donnée *noxaliter* reposait sur une faute réelle ou présumée du titulaire de la puissance. Mais alors comment expliquer l'objet particulier que poursuit cette action. Pourquoi, dans ce cas, ne tendrait-elle pas à faire obtenir une simple amende ? Dans

l'ancien droit romain au contraire, dans celui des XII tables, le but même était la *noxæ deditio*, avec faculté de se racheter en payant la composition due pour le délit.

La seule explication que l'on puisse donner est une explication historique. L'histoire seule peut faire comprendre la formation du droit quant aux délits, à leur répression et à leur sanction. Dès l'époque la plus ancienne, les faits illicites dont les auteurs sont, en la puissance de chefs de famille, engagent leur responsabilité. C'est en vertu du système de la noxalité qui nous ramène avec l'idée de vengeance aux origines mêmes de la théorie des délits (1).

Tant qu'il n'y a pas eu de composition légale, le droit de la victime du délit était le même, que l'auteur fût *sui juris* ou *alieni juris*. Toute la différence produite était la suivante : si l'auteur du délit était en puissance, la victime avait le droit d'exiger du *dominus* qu'il ne fît pas obstacle à la vengeance, en livrant le coupable et cela à peine de s'exposer lui-même à la vengeance. Mais la victime, au lieu d'exercer sa vengeance, pouvait se contenter d'une composition que lui payait à cet effet le *dominus*. Le jour où apparurent les compositions légales, une difficulté allait surgir. L'amende ne peut être demandée au

(1) D. Q. 4. Inst. 4. 8, *de noxalibus actionibus* : D. Q. 1. Inst. 4. 9, *si quadrupes pauperiem fecisse dicitur*.

coupable, puisqu'il n'a pas de patrimoine. Elle peut bien être payée par le chef de famille, mais rien ne peut l'y contraindre, puisque ce n'est pas lui qui a commis le fait dommageable. Il faut lui donner le choix ou bien d'accepter le régime nouveau, de payer une composition légale, ou bien de laisser la vengeance suivre son cours. C'est ainsi que l'évolution logique du système des délits privés a fait naître l'action noxale par laquelle la victime d'une offense venant d'un être animé, actuellement sous la puissance d'autrui, demande à celui qui a cet être en sa puissance, ou de livrer l'auteur du délit à sa vengeance, ou de payer l'amende : « *Noxam sarcire aut in noxam dedere* (1). »

Quelles conclusions donner à ce système, sinon que tout au moins dans la théorie primitive de la responsabilité en droit romain, l'idée de faute est complètement exclue : Voici un esclave en puissance qui commet un délit. La victime va intenter une action contre le maître pour obtenir qu'on lui livre le coupable, à moins du paiement d'une amende et, pour ce faire, il s'adressera non au maître qui avait l'esclave sous sa puissance au moment du délit, mais bien à celui qui la détient à l'époque où il intente l'action c'est-à-dire à un individu totalement étranger au dé-

(1) Girard, *Manuel*, p. 675.

lit et qui l'ignore même peut-être. Le droit ancien ne couvrait donc que l'injustice objective : Peu importe la volonté et l'intention du coupable. On considère que tout mal motive une vengeance, mais cette vengeance, dans l'esprit simpliste de l'époque, pèse moins sur « l'agent moral » du dommage que sur « l'agent physique ». Un patrimoine, une *res* a subi une diminution; cette diminution a été provoquée par un autre patrimoine, par une autre *res* et à son profit. L'individu agissant disparaît derrière cette *res* et c'est la *res* seule qui fait la base de la responsabilité. Ainsi toute lésion demande réparation ; cette dernière est due par la *res* qui l'a causée sans que l'on s'inquiète de celui qui en avait la maîtrise et la direction : la vengeance suit la chose entre toutes les mains et c'est ce qui explique la bizarrerie des résultats de l'action noxale.

Comme conclusion, nous avons bien là une responsabilité *ob rem*. C'est la possession de la chose, cause du dommage, qui détermine celui qui doit le réparer et supporter l'action.

Tel était l'état de la question pendant la première période de la législation romaine. Ces principes rigides n'allaient pas tarder à se modifier considérablement, avec les progrès de la civilisation.

SECTION II

INTRODUCTION DE L'IDÉE DE FAUTE.

PÉRIODE CLASSIQUE.

Sur le terrain du droit civil, l'idée de peine ne tarda pas à être remplacée par celle de réparation du dommage. La peine est l'expression du sentiment juridique excité qui tient pour insuffisante la réparation de l'injustice. Elle a pour but de rendre le mal pour le mal et répond à l'idée de vengeance, bien plus qu'elle ne réalise celle de droit. Elle perd le caractère de légitimité à mesure que la passion est exclue de la poursuite du droit, que la société prend conscience de sa force et de la fin qu'elle doit se proposer, qu'elle canalise les activités, en ordonne et en régularise les actes. La loi Aquilia, en établissant comme équivalent du *damnum injuria datum* la simple valeur de la chose (pendant la dernière année ou le dernier mois), réalise donc un progrès.

Parallèlement à ce mouvement, la faute devient le principe moral qui domine tout le droit civil. La notion de faute est la mesure générale de la responsabilité dans le droit romain privé, parvenu à son entier développement. L'application complète de cette notion, comme mesure de la responsabilité

dans tous les rapports de droit privé, est le grand œuvre de la jurisprudence classique.

« Ces vestiges d'une période de civilisation du droit qui s'enfoncent dans les ténèbres du passé font ressortir avec éclat le caractère grandiose de la création que la jurisprudence romaine nouvelle a élevée sur leurs débris ou à côté d'eux (1). »

A partir de ce moment, la faute va jouer un rôle prédominant qu'elle conservera dans l'évolution du droit jusqu'à nos jours. Quelle place occupe-t-elle aujourd'hui dans notre législation et dans les conceptions modernes de la responsabilité ? C'est ce que nous aurons à étudier.

Les juristes romains ont commencé par faire l'application rigoureuse de la règle que ce n'est pas le dommage comme tel, mais uniquement la culpabilité qui fonde la responsabilité et par cela même l'obligation de réparer le dommage. Ce principe n'a pu être établi qu'en substituant au point de vue de la causalité externe celui de la causalité interne de la culpabilité. Dans la doctrine romaine classique, c'est celui à qui on peut l'imputer à faute qui est responsable du dommage ; sous cette condition, le dommage que l'homme a causé tombe sous la même appréciation que celui qui est produit par la grêle. C'est

(1) De Ihering, *De la faute en droit privé*, p. 211 et s.

un événement naturel dont les suites dommageables doivent être supportées par celui qu'elles atteignent. C'est un « casus ». Les institutions et les règles du droit romain qui punissaient même l'innocent devaient, avec le temps, se trouver incompatibles avec cette conception épurée. Nous constatons l'évolution complète pour toutes les institutions à l'époque des jurisconsultes classiques.

Celui qui ne sait ce qu'il fait n'encourt aucune responsabilité. L'insensé, que tant de législations primitives obligent à réparer le dommage causé, reste indemne d'après le droit romain. C'est donc là un progrès sur la législation antérieure, car le fou était obligé par les XII Tables, tout au moins dans un grand nombre de cas. Est-ce à dire que le mal restera sans réparation ? Non. De même que le maître, lorsqu'il a une faute à se reprocher, répond pour l'animal qui lui appartient, de même le tuteur qui devait veiller sur l'insensé devra répondre de ses actes dans les mêmes termes. C'est là un juste correctif au principe que l'insensé ne peut s'obliger : c'est reporter la faute sur l'auteur véritable.

L'idée de faute ne peut se concevoir pour les délits commis par les animaux. Cependant, ici encore, les Romains ont fait une très juste application de la faute. De même que pour l'insensé, on ne peut parler de la culpabilité d'un animal. Mais cela ne veut pas

dire que personne ne soit en faute ; celui sur qui pesait l'obligation de surveillance a contrevenu à son obligation ; il a commis une faute, il en doit la réparation. De là est née dans l'esprit des Juristes romains de l'époque classique la distinction subtile, selon que l'animal a causé le dommage *secundum* ou *contra naturam sui generis*.

« *Damnum sine injuria facientis datum nec enim potest animal injuria fecisse quod sensu caret* » (1).

Avant de quitter le chapitre du droit romain, nous allons étudier une institution qui nous retiendra quelques instants : nous voulons parler du *damnum infectum* (2). C'est là une question très intéressante au point de vue de la responsabilité du fait des choses et de l'origine de notre article 1384.

L'édit du préteur prévoit plusieurs cas dans lesquels le propriétaire d'un fonds peut éprouver un dommage par suite du mauvais état de la maison, de l'arbre ou du terrain de son voisin, soit encore par suite des travaux exécutés sur son fonds, pour établir un aqueduc par exemple (3). Dans ces divers

(1) L. I, § 3, *si paup.* (q. 1).

(2) Sur ce développement, V. notamment Cuj, *Institutiones juridiques des Romains*, 2^e édit. ; Gaius, *Inst.*, IV, 31 ; Ulpien, D. XXIX, II, 24.

(3) Dig. XXXIX, II, *de damno infecto*, 2 ; Gaius, lib. 28, *ad edictum provinciale* ; *Damnum infectum est damnum nondum factum, quod futurum veremur*.

cas, le magistrat oblige le voisin à promettre de réparer le dommage qui peut se produire.

C'est là une restriction au droit de propriété. Sous le nom de *damnum infectum*, les classiques désignent le dommage auquel la négligence ou le fait d'un propriétaire expose un voisin. Tel est le cas où son habitation menace ruine. La loi a, de très bonne heure, autorisé l'individu menacé à prendre des mesures pour se garantir contre la chute de l'édifice. Il a intérêt à agir sans retard, car si la maison s'écroule le propriétaire s'exonérera de toute autre responsabilité en faisant abandon des matériaux projetés sur le fonds contigu. Ce n'est d'ailleurs là que l'application du principe selon lequel le *dominus rei* échappe à toute poursuite en faisant abandon de la chose qui a causé le tort subi. Ce principe conduirait ici à un résultat choquant quand il s'agit d'une chose de peu de valeur, comme les matériaux d'une maison en ruine. La loi a permis de l'écarter en accordant au voisin une action *damni infecti* qui subsistait encore au III^e siècle.

Sous l'Empire on préférait employer une autre procédure établie par le préteur à une époque très ancienne, procédure plus commode et plus efficace (1). Le préteur oblige le voisin à promettre sous caution

(1) Gaius, *Instituts*, IV, § 31.

de réparer le dommage qui peut se produire dans un certain délai. En cas de refus, il permet au propriétaire menacé, de se mettre en possession de la maison et d'y faire les réparations nécessaires. Si le voisin s'oppose et que le dommage se réalise, le prêteur donne contre lui une action fictive, en vertu de laquelle il est tenu de payer une somme égale à celle qu'il aurait payée, s'il avait fourni caution.

L'édit de *damno infecto* de même que la loi qui a créé l'action *damni infecti*, contient une restriction au droit de propriété. Un propriétaire n'est pas libre de laisser sa maison en mauvais état dès l'instant que quelqu'un peut en souffrir. Il n'est pas admis à dire qu'il ne fait qu'user de son droit et qu'il ne doit compte à personne de sa conduite.

La *cautio damni infecti* (qui n'est qu'un progrès sur l'action) s'applique encore quand un arbre menace de tomber par vétusté sur mon fonds, ou encore quand une masse de terre s'est détachée du fonds voisin et peut être entraînée sur ma propriété. Dans tous les cas, pour que la caution soit efficace, il faut qu'il s'agisse d'un dommage que l'on ait pu prévenir en prenant les mesures nécessaires ; il faut aussi qu'il ne soit pas imputable à faute, sans quoi il y aurait *damnum iniuria datum* et l'on appliquerait la loi *Aquila*.

Nous avons dans cette institution l'origine de notre article 1386.

A cette première exception à la théorie des fautes, que constitue le *damnum infectum*, il s'en ajoute une seconde : c'est le cas de l'action de *effusis et dejectis*.

Le prêteur n'a pas trouvé suffisante la peine de la loi Aquilia, quand le dommage a été causé par un objet jeté ou tombé d'un appartement sur la voie publique. Il a créé une action qui se donne au double même quand il n'y a pas *infinitio*, et qui surtout, n'exige pas la preuve d'une faute ; il suffit qu'il y ait imprudence. Est responsable la personne qui habite l'appartement à un titre quelconque ; elle a d'ailleurs un recours contre le coupable, le cas échéant. C'est encore là, même à l'époque classique, un cas de responsabilité sans faute. L'action n'est pas donnée contre le propriétaire, elle n'est donc pas basée sur le simple fait de la propriété. Mais elle est dirigée contre la personne quelconque qui habite l'appartement. C'est contre elle qu'on doit l'intenter.

Ne peut-on pas dire que l'on trouve là, pour la première fois dans l'histoire, un cas de responsabilité fondée sur l'idée de risque créé, contrebalançant le profit que retire de la chose celui qui précisément institue ce risque ? Peut-être n'est-ce pas là l'idée même des juristes romains, mais enfin, c'est une explication qui, quoique donnée après coup, justifie assez bien l'institution.

La conclusion de toute cette étude du droit ro-

main, c'est qu'il n'existe pas de formule aussi simple et aussi générale que notre article 1382, pour assurer la réparation des dommages injustement causés à autrui. Le droit classique est arrivé cependant, soit par application de l'action de dol, soit par des extensions successives de la loi Aquilia, à atteindre tous les dommages qui impliquent la destruction ou la détérioration d'un bien.

Il n'y a qu'une catégorie de dommages qui n'ait pas été réprimée d'une manière générale, c'est du moins ceux qui résultent d'une simple faute, bien entendu, en dehors des rapports contractuels. L'article 1382, dans la généralité de sa sanction, est donc le résultat d'un long développement du droit (1).

Une place particulière doit être laissée, dans ces conclusions, aux actions du *damnum infectum* et de *dejectis et effusis*. Nous avons présenté ces actions obligeant à la réparation de dommages particuliers, comme des exceptions au principe que seule la faute engendre la responsabilité, soit que l'on dise qu'elles sont instituées en dehors de toute idée de faute, soit que l'on prétende, au contraire, que cette dernière est présumée. Distinction, d'ailleurs bien inutile, si l'on considère qu'aucune preuve ne permet de s'en décharger et que la responsabilité est bien plus atta-

(1) Cuq, *Institutions juridiques des Romains*.

chée, dans ce cas, à la possession de la chose cause du dommage qu'à l'agent.

Aussi, à la fin de cette étude, une observation se présente à notre esprit. Un des traits qui caractérise la responsabilité du voisin, au temps de l'ancienne action *damni infecti*, est qu'il pouvait, nous l'avons dit, se décharger de toute obligation de réparer en faisant l'abandon de la chose cause du dommage. Ne peut-on pas déduire de là, que l'individu n'est responsable *qu'en sa qualité de propriétaire : ob rem*. C'est là un cas de responsabilité sans faute, soit prouvée, soit présumée. Et ce qu'il y a de plus remarquable ; c'est que cette théorie reste exacte à l'époque classique, alors que la notion de faute a pénétré dans les rapports de droit et a modifié complètement la conception antérieure de la responsabilité. Ce qui achève de démontrer l'exactitude de cette remarque, c'est que, au cas où le voisin serait en faute, il tomberait sous l'application de la loi Aquilia et non plus du *damnum infectum*.

CHAPITRE II

L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Pendant la période barbare, c'est également le sentiment de vengeance qui préside à la réparation des délits privés. Il y a là un caractère commun à toutes les législations à leur origine, alors que seule la conscience du bien et du mal existe et que l'on n'a pas encore démêlé les éléments qui constituent les faits créateurs de trouble. Mais, petit à petit, cet état de droit allait se modifier. Sous l'influence romaine, la notion de faute pénétrait à son tour dans la législation barbare et transformait aussi bien les rapports contractuels que les rapports délictuels. C'est elle, désormais, qui sera la mesure de la responsabilité. La responsabilité délictuelle aura donc toujours pour source exclusive, pour unique fondement, la faute. Tel est le principe qui ressort nettement des ouvrages des deux grands auteurs coutumiers : Bourjon et Domat.

On lit en effet dans *Les loix civiles* de Domat (1) :

(1) Domat, *Les loix civiles*, L, II, T. VIII, *Des dommages causés*

« L'ordre qui lie les hommes en société ne les oblige pas seulement à ne nuire en rien, par eux-mêmes, à qui que ce soit, mais il oblige aussi chacun à tenir tout ce qu'il possède en un tel état que personne n'en reçoive ni mal, ni dommage ; ce qui renferme le devoir de contenir les animaux qu'on a en sa possession... »

Voilà pour le tort causé par les animaux que l'on a sous sa garde. Et plus loin (1) : « Comme dans cette matière, notre usage est différent de la disposition du droit romain et que nous n'observons pas la règle qui voulait que celui dont le bâtiment pouvait être endommagé par la chute d'un autre qui était en péril de ruine fut mis en possession de cet héritage voisin, si le propriétaire ne lui donnait des sûretés pour le dommage qui était à craindre ; on a tâché de tourner et accommoder à notre usage les règles du droit romain, selon qu'elles peuvent s'y rapporter. » Enfin, nous trouvons cette disposition générale de la section IV du même titre : « Toutes les pertes et tous les dommages qui peuvent arriver par le fait de quelque personne, soit imprudence, soit légèreté, ignorance de ce qu'on doit savoir ou autres fautes semblables, si légères qu'elles puissent être, doivent

par des fautes qui ne sont pas à un crime ni à un délit ; sect. II, Des dommages causés par des animaux.

(1) Cf. Domat, sect. III, *Du dommage qui peut arriver de la chute d'un bâtiment ou de quelque œuvre nouvelle.*

être réparés par celui dont l'imprudence ou autre faute y a donné lieu. Car c'est un tort qu'il a fait, quand même il n'aurait pas eu intention de nuire. » La nécessité d'une faute se trouve répétée quelques lignes plus loin, lorsque Domat exonère de toute responsabilité l'auteur d'un fait innocent en lui-même, qui a causé un dommage par suite d'événement fortuit. « Et c'est, ou à cette imprudence, ou à ce cas fortuit que le dommage doit être imputé. »

Un siècle plus tard, Bourjon fonde également la responsabilité de l'auteur d'un dommage sur la faute. Dans son *Droit commun de France*, il étudie les différents cas de responsabilité et il rattache celle-ci soit à l'impéritie, soit au défaut de prévoyance de l'auteur.

Mais, qu'étaient devenues, à cette époque, les actions spéciales que le droit romain avait établies pour certains cas particuliers de dommages ? Nous voulons parler des actions *de pastu* et *de pauperie* instituées par la loi des XII Tables pour les délits causés par les animaux, et surtout de l'action *de damno infecto*, plus tard remplacée par la *cautio damni infecti*, et que nous avons déjà analysée.

Pour le cas de déprédations commises par les animaux, il semble bien, d'après le passage de Domat précédemment rapporté, que si les actions spéciales n'étaient plus accordées, tout au moins on

n'exigeait pas la preuve de la faute du propriétaire. Et c'est un état de droit que l'article 1385 ne fera que consacrer.

Quant à la *cautio damni infecti*, il ne peut certes plus être question d'une stipulation imposée par voie d'autorité par le magistrat. Cette institution se comprenait très bien avec l'organisation judiciaire des Romains. En droit coutumier, elle ne pouvait plus exister, mais, comme le dit Domat, on essaya d'accommoder les règles romaines avec les principes établis.

Bourjon développe assez longuement cette hypothèse de la responsabilité du fait de la chute d'un bâtiment : (1) « Voici un autre cas où la sûreté publique oblige encore de punir le défaut de prévoyance. Si un bâtiment, par sa chute, a blessé quelqu'un, celui auquel ce bâtiment appartient est tenu de réparer le dommage ; c'était à lui à prévenir un tel accident, et par conséquent c'est à lui à en réparer les suites, sauf l'exception ci-après. Voilà le principe général fondé sur ce que chacun doit entretenir et jouir de son bien de façon qu'il ne nuise pas aux autres. »

Puis il continue : « La loi L. 7, de *damno infecto*, puisée dans l'équité et que nos usages confirment,

(1) Cf. Bourjon, *op. cit.* *Le droit commun en France*, L. VI, T. III, chap. 6.

c'est le droit commun et qui a lieu, abstraction faite de l'habitation personnelle du propriétaire. »

Quelles conséquences tirer de là ? C'est que si une cheminée ou portion de cheminée tombe et blesse quelqu'un, il y a action contre le propriétaire de la maison pour l'obliger à réparer le dommage, sauf les restrictions que constitue le cas des forces majeures qu'on ne peut imputer à qui que ce soit et qui forment, par ce moyen, une juste exception, sans l'admission de laquelle on abuserait de l'esprit de la loi.

Cette action aura lieu, quand même le dommage serait arrivé par la chute d'une seule tuile. Si cela est malheureux pour le propriétaire, il serait encore plus malheureux de rendre la faute toute légère qu'elle est, impunie, lorsque, par un juste soin, le propriétaire de la maison pouvait prévenir cet accident.

Malgré toute leur rigueur, ces dispositions présentaient des exceptions dont nous avons déjà parlé. L'action cessait de pouvoir être intentée dans plusieurs circonstances. En effet, lorsque la chute de la cheminée ou de l'entablement n'est arrivée que par une force majeure, et *sans qu'il y ait faute de la part du propriétaire*, l'action n'a pas lieu : c'est la faute qui la fonde, elle cesse avec elle et on ne peut, en ce cas, en imputer aucune au propriétaire de la maison, nul n'étant garant des forces majeures ; la victime d'un

pareil accident est beaucoup à plaindre, mais le propriétaire n'étant pas à blâmer, ne peut être tenu d'aucune action.

De même, si la tuile qui a nui par sa chute, ne s'est détachée que par la violence d'un vent extraordinaire, cette même action n'a pas lieu, parce que personne n'est tenu des forces majeures ; un tel fait, lorsqu'il est constant, fait donc cesser la responsabilité et la raison est la même que précédemment.

Si la cheminée était en mauvais état, la toiture caduque, la faute a précédé le cas fortuit et il y a lieu de présumer que le vent, quoique violent, n'a fait tomber la cheminée ou détacher la tuile qu'à cause de leur mauvais état ; la présomption est donc contre le propriétaire, présomption qui fonde l'action dont il est tenu en ce cas.

Ainsi, dans l'ancien droit, comme dans le droit romain développé, la responsabilité a son fondement et sa mesure dans la faute. Tel était l'état du droit quand on rédigea le Code Civil. Comment ses rédacteurs allaient-ils comprendre la question ?

CHAPITRE III

L'IDÉE GÉNÉRALE DU CODE CIVIL

Depuis des siècles, la doctrine en matière de responsabilité était fixée et la notion de faute qui, sous l'influence du droit romain, était devenue le critérium de la réparation du dommage causé par un fait illicite, était définitivement acceptée comme source unique de cette responsabilité. Telle était, nous l'avons vu, la théorie enseignée par les auteurs coutumiers, dont les représentants les plus éminents furent Bourjon et Domat ; c'était encore celle développée par d'Aguesseau et Pothier (1).

Aussi, en présence d'une tradition aussi fortement établie, les rédacteurs du Code Civil se sont bien gardés d'innover, et adoptant les idées si judicieusement défendues par ces juristes réputés, ils les ont consacrées dans la rédaction de leur monument législatif.

D'ailleurs, il semble bien que, s'ils avaient eu l'intention de changer l'état du droit sur ce point et

(1) Pothier, *Traité des obligations*, 1^{re} partie, chap. I, sect. II.

de rompre avec l'histoire, ils en auraient exprimé clairement la volonté, et n'auraient pas conçu la question comme un fait acquis que personne ne songeait à discuter.

Ne lisons-nous pas dans le plaidoyer du tribun Tarrible devant le Corps législatif : « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un : s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort, dont chacun doit supporter les chances ; mais s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation. C'est à ce principe que se rattache la responsabilité du propriétaire relativement aux dommages causés par les animaux ou par la ruine d'un bâtiment mal construit ou mal entretenu... »

Les travaux préparatoires du Code Civil attestent, et cela dans les termes les plus explicites, la volonté de consacrer le principe traditionnel de la faute source unique et obligatoire de la responsabilité.

D'ailleurs, le texte du Code lui-même, qui domine toute la question, le texte fondamental est très clair : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Oui, dira-t-on, le texte général parle de faute et

base la responsabilité sur cette notion, mais les articles suivants, qui constituent le chapitre des délits et quasi-délits, ne font plus allusion à la nécessité d'une faute. Que conclure de là ? Doit-on dire que l'idée de faute domine tout ce chapitre, quitte à ce que la preuve en incombe tantôt au demandeur, tantôt au défendeur, c'est-à-dire que ce dernier ait à sa charge une présomption défavorable, ou bien doit-on prétendre que d'une façon générale on est obligé de prouver la faute, mais que dans les cas spéciaux prévus par les articles 1384 à 1386, cette preuve n'est plus une condition nécessaire de la réparation du dommage ?

Le chapitre des délits et quasi-délits forme un système d'ensemble et l'article 1382 qui commande ce chapitre ne fait qu'énoncer le principe général. Les articles suivants complètent et précisent les cas de responsabilité. Si, à cette constatation, nous ajoutons la remarque faite précédemment en étudiant l'histoire du problème, nous pouvons affirmer que la notion de faute, dont le nom n'est écrit que dans l'article 1382, régit tout le paragraphe des délits et quasi-délits.

A l'appui de cette affirmation, nous pouvons observer que l'article 1384 est ainsi conçu : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui

est causé par le fait des personnes dont on doit répondre.... » puis, plus loin, il fait cette restriction :

La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »

Voici donc un texte qui ne parle point de faute et qui base cependant la responsabilité pour autrui sur cette notion, faute présumée sans doute, dont la loi réserve la preuve contraire en faveur de certaines personnes, mais enfin faute.

Telle est donc la doctrine consacrée par le Code. A la suite du droit romain classique, dont la tradition se perpétue à travers les auteurs coutumiers, la notion de faute est la source unique de responsabilité, la condition obligatoire d'imputabilité, de l'attribution de la charge du tort subi.

CHAPITRE IV

LA NOTION DE FAUTE ET LES DÉLITS OU QUASI-DÉLITS

Dès le début de cette étude, nous avons parlé de faute et nous pouvons dire maintenant que « responsabilité » et « faute » sont deux idées intimement liées entre elles depuis l'époque classique du droit romain. Qu'entend-on par faute ? Le moment nous semble venu d'essayer d'en exposer la signification et la portée, avant de continuer l'analyse du Code dont nous n'avons jusqu'ici dégagé que le principe fondamental et l'idée directrice.

Qu'est-ce donc que la faute ? La faute, dit M. Planiol (1), est un manquement à une obligation préexistante, dont la loi ordonne la réparation quand il a causé à autrui un dommage. L'obligation préexistante est-elle contractuelle ? On est en présence d'une *faute contractuelle* ; est-elle légale ? C'est une *faute délictuelle* ou quasi-délictuelle. Il est bien évident

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. 2, p. 275.

que la seconde seule nous occupe dans cette étude.

Ainsi, l'article 1382 dans la généralité de ses termes : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », apparaît comme la sanction imposée aux contraventions aux obligations établies à la charge des individus par la loi, et ce sont précisément ces contraventions que l'on convient d'appeler du terme générique de « faute ».

« A quelque degré qu'elle existe, et si légère qu'elle puisse être, et *levissima*, pourvu qu'elle soit établie, elle est légalement imputable, quand même il n'y aurait pas eu volonté de nuire, *etiam ab eo qui nocere noluit* (1). » *Faute et intention de nuire* sont deux principes bien distincts : l'un implique nécessairement l'autre, mais la réciproque n'est pas vraie et l'on peut être coupable de négligence ou d'imprudence sans que l'on ait eu une intention dolosive et malfaisante. La légèreté, l'inattention, l'imprévoyance, l'ignorance et l'erreur, même de bonne foi, engagent également la responsabilité. « N'est-il pas juste, en effet, que celui qui a causé le dommage en supporte seul la peine, sous forme de réparation et d'indemnité, plutôt que celui qui l'a éprouvé, sans qu'aucune faute lui soit imputable, et sans qu'il lui

(1) Cf. Larombière, *op. cit.*, *Théorie et pratique des obligations*, t. VII, art. 1382 à 1386.

ait été, le plus souvent, possible de s'en garantir et de s'en défendre (1). »

Faute et imputabilité impliquent, pour le fait dommageable, un caractère illicite. Est illicite, tout ce que la loi n'autorise pas, tout ce qu'elle défend même ; en un mot, c'est ce que l'on n'a pas le droit de faire : « *Quod non jure fit*. »

Inversement, est licite ce que l'on a le droit de faire. Dès lors, nul ne peut être inquiété quand il ne fait qu'user de son droit et c'est ce que consacre l'adage : « *Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur* » (2) et celui-là seul cause un préjudice qui commet ce qu'il n'a pas le droit de faire : « *Nemo damnum facit nisi qui id facit quod facere jus non habet* (3). »

Il importe peu que, dans l'exercice régulier et prudent de son droit, il ait fait quelque tort à un tiers. Comme l'action en dommages-intérêts a essentiellement son principe dans la violation du droit d'autrui, à défaut de ce droit elle manque de base légale à l'égard du prétendu contrevenant. Ce ne serait plus un droit en réalité, s'il ne pouvait l'exercer que moyennant une indemnité en faveur de celui qui souffrirait de son exercice.

(1) Larombière, *op. cit.*

(2) V. Josserand, *De l'abus des droits*.

(3) V. Ripert, *Revue critique*, 1906, 73, sur l'adage « *Neminem lædit qui suo jure utitur*. » V. également note Hauriou au Sirey, 1905.3.113.

Cependant, devons-nous aller jusqu'à dire que ce droit est sans limite dans son exercice, qu'en un mot, celui qui le détient en a l'*abusus*, nous servant ici de l'expression qui désignait l'un des trois attributs du droit de propriété romaine. Certes, la réponse paraît, à notre époque, devoir être négative. La conception *des droits* s'est modifiée. Par suite du développement considérable des activités qui, tout en agissant chacune dans leur sphère, empiètent forcément sur celles des concurrentes, par suite aussi de la puissance et de l'autorité acquises par la société régulatrice désignée de ces forces agissantes, des limites ont été imposées à l'exercice de ces droits et ceux-ci ont trouvé une borne à l'extension de leur application, dans l'exercice des droits similaires des autres individus contemporains.

Aussi, pour qu'une entière et parfaite irresponsabilité garantisse l'exercice d'un droit, il faut que celui qui l'exerce en use prudemment avec les précautions ordinaires, sans en abuser et sans en excéder les justes limites. L'abus qu'il en aurait fait d'une manière préjudiciable à autrui l'obligerait à réparer le dommage causé.

C'est là, devons-nous ajouter, un aperçu rapide sur une question qui a été vivement discutée pendant ces dernières années, et dont le développement nous entrainerait fort loin en dehors du cadre donné à notre sujet.

Nous avons vu que le texte général que constitue l'article 1382 sanctionne au point de vue civil et patrimonial les faits que l'on qualifie délits et quasi-délits (1). Les quasi-délits sont les faits de commission ou d'omission, par lesquels on porte préjudice à autrui, et qui se distinguent des délits proprement dits, par l'absence d'intention de nuire.

Une simple omission ne peut donner lieu à responsabilité qu'autant qu'il y avait, pour celui auquel on l'impute, obligation d'accomplir le fait omis. On ne peut donc attribuer le caractère de quasi-délit ni à des actes qui rentrent dans l'exercice d'un droit ou dans l'accomplissement d'une obligation légale, ni à des actes qui ne sont pas imputables à leur auteur, soit parce que ce dernier ne jouissait pas de toutes ses facultés, soit parce que ces actes ont été le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure.

Du reste, un fait même nuisible à autrui et imputable à son auteur ne constitue un quasi-délit qu'autant qu'il y a eu, de la part de celui-ci, soit faute positive, soit tout au moins négligence ou imprudence. Il résulte de là que les faits articulés par le demandeur doivent être de nature à faire ressortir à la charge du défendeur une faute, une imprudence ou une négligence.

(1) Cf. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. IV, p. 768, 448.

Donc, en principe, et abstraction faite de la responsabilité du patron dans les accidents du travail, telle qu'elle est réglée par la loi du 9 avril 1898, l'obligation de réparer le dommage causé a sa source immédiate dans la loi et son origine médiate dans le fait de l'homme. Dans la formule de l'article 1382, le mot capital est le mot *faute*. De même que celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit en prouver l'existence, de même celui qui poursuit la réparation d'un dommage est tenu de faire la preuve du fait d'où naît l'obligation alléguée.

Nous avons défini la notion de faute et nous avons vu qu'elle régissait entièrement le chapitre des délits et quasi-délits ; nous pouvons maintenant aborder l'analyse des articles 1382 à 1386, tant au point de vue de l'idée générale de responsabilité qu'à celui plus spécial et qui nous occupe plus particulièrement de responsabilité du fait des choses.

L'idée fondamentale du Code est que l'on doit réparation du dommage que l'on cause à autrui par sa faute et non seulement c'est là la conséquence d'un *fait* dommageable, mais le Code assimile au fait la simple négligence ou imprudence. Que ce soit par commission ou par omission, avec ou sans intention de nuire, on doit compte à autrui du tort qu'on lui a fait, dès lors que l'on agit *sans droit et par faute*. Et

suivant le principe général de droit, c'est au demandeur à apporter la preuve de cette faute. Sans faute pas d'obligation. Tel est le sens des articles 1382 et 1383 qui énoncent la règle générale.

M. Labbé, dans une de ses notes remarquables, s'exprime ainsi : « Tous les articles du chapitre des délits et quasi-délits ne répètent pas le mot faute, mais ils sont dominés à cet égard par le principe écrit dans le premier article de ce chapitre, l'article 1382. Que le dommage provienne de notre fait ou du fait des choses nous appartenant, il n'y a pas à distinguer, sans faute pas d'obligation (1). »

Après avoir posé le principe général, le Code examine les différents cas particuliers où le problème de la responsabilité peut se poser. C'est le sujet des articles 1384 à 1386 : responsabilité du fait des personnes dont on est chargé (charge de surveillance) ou même simplement que l'on a choisies comme auxiliaires ou comme domestiques ; responsabilité du fait des animaux que l'on a sous sa garde ; et enfin responsabilité du fait des choses.

Ce sont les trois cas de responsabilité que l'on peut rencontrer.

Le premier ne nous retiendra pas ; il ne rentre pas dans le plan de notre étude. Nous dirons simple-

(1) Note de M. Labbé en marge du Sirey, S. 71.1.9.

ment que, application de la règle précédemment posée, cette responsabilité repose sur l'idée de faute ; c'est une sorte de responsabilité au second degré ; ce n'est pas l'auteur de l'acte dommageable lui-même qui est responsable, c'est la personne qui était chargée de le surveiller qui le devient. Elle a commis une faute en ne veillant pas sur son enfant ou sur son préposé ; et même pour ce dernier, la faute prend un caractère tout spécial, ce préposé est la plupart du temps une personne majeure maîtresse de ses droits, pourquoi lui substituer une autre personne dans la charge de l'action en réparation du dommage ? C'est que le maître ou préposant est en faute d'avoir mal choisi son subordonné.

Mais alors, dira-t-on, à quoi sert que le Code ait prévu particulièrement ce cas de responsabilité pour autrui, si ce n'est là que la stricte application de la théorie générale de la faute consacrée par l'article 1382 ? Là n'est pas le but de l'article 1384. Ce dernier était nécessaire afin de modifier les règles ordinaires de la preuve. Il établit une présomption de faute contre les parents et les maîtres. Ce n'est plus au demandeur à faire cette preuve de culpabilité, mais au contraire c'est aux parents ou instituteurs à faire la preuve qu'ils n'ont pu empêcher le tort commis, afin d'éviter toute condamnation ; et disposition plus sévère encore et plus rigoureuse

pour les maîtres, ceux-ci ne peuvent même pas alléguer, pour leur défense, cette absence de toute faute de leur part, et ils sont alors impitoyablement et irrévocablement condamnés. Ils ont à leur charge une présomption *de faute* irréfragable (1).

Abordons définitivement la responsabilité du fait des choses telle que l'a comprise le Code et telle que la concevaient ses auteurs.

L'article 1384 commence par poser : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde... », puis il passe en revue les différentes personnes responsables pour autrui, et l'article 1385 continue : « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fut sous sa garde, soit qu'il fut égaré ou échappé. » Et pour terminer : « Le propriétaire d'un bâtiment,

(1) Cette présomption irréfragable présente un caractère particulier que l'idée, donnée précédemment, de mauvais choix, ne suffit pas à justifier. Mais alors, comment expliquer cette sévérité particulière ? Les partisans de la théorie du risque, que nous étudierons tout à l'heure, ont suggéré que le patron qui emploie un mauvais ouvrier crée un risque au même titre que celui qui se sert d'une machine défectueuse. Dans les deux cas, il ne faut considérer que l'activité dont le profit a pour contre-partie équitable le risque. Cela paraît assez raisonnable.

dit l'article 1386, est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. »

A propos de l'article 1385, nous disons simplement qu'il est admis, en doctrine comme en jurisprudence, que ce texte établit contre le propriétaire ou l'usager de l'animal une présomption de faute, présomption qui peut être combattue soit par la preuve d'une faute de la part de celui qui a subi le dommage, soit par celle d'un cas fortuit ou de force majeure ; ce n'est donc que l'application du droit commun (1).

Nous en arrivons au cas de responsabilité du fait des choses inanimées ; c'est un problème très étendu qui se pose journellement. Examinons dans ce chapitre la façon dont les auteurs du Code l'ont conçu et la solution qu'ils ont eu l'intention de lui donner dans leur rédaction.

Dans l'article 1386, le Code prévoit un cas de responsabilité bien déterminé, bien défini : celui de la ruine d'un bâtiment. Par ruine, il entend sa chute. Il faut, de plus, que cette chute soit arrivée par un défaut d'entretien ou un vice de construction. Dès

(1) Cour d'appel de Paris, 23 mars 1912.

que l'un de ces deux faits est prouvé, le propriétaire est nécessairement condamné, sans pouvoir se disculper en invoquant qu'il ignorait le mauvais état de son immeuble et qu'il n'a pu empêcher la ruine de se produire. Cet article n'établit ainsi aucune présomption de faute, car c'est évidemment au demandeur à faire la preuve du vice de construction ou du défaut d'entretien, condition préalable et nécessaire d'une condamnation

Mais alors où était la nécessité d'une disposition spéciale de ce genre en présence de l'article 1382 ? C'est que la disposition de l'article 1386 est beaucoup plus rigoureuse pour le propriétaire : si elle n'établit pas une présomption de faute contre lui, *elle n'exige pas* non plus comme l'article 1382 la *démonstration d'une faute* de sa part (1). La victime de l'accident qui prouve l'existence d'un vice de construction n'est pas tenue d'établir, en outre, que ce vice est dû à une faute du propriétaire. Voilà donc un cas, très spécial certes, de responsabilité attachée à la seule qualité de propriétaire et en dehors de toute idée de faute.

Nous avons vu précédemment l'origine de cette disposition, qui dérive de l'institution romaine de la

(1) Cf. Planiol, *op. cit.*, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 306. — Cf. également : Req., 18 mai 1909, D. 1909.1.461 ; Grenoble, 10 février 1892, S. 93.2.205.

cautio damni infecti. Nous avons dit que l'ancien droit avait abandonné la pratique de la stipulation préto-rienne devant le magistrat, institution en harmonie avec l'organisation judiciaire des Romains, mais qui avait cessé de pouvoir se pratiquer avec le système judiciaire de l'ancien droit.

Ainsi, tout propriétaire d'un immeuble est responsable des conséquences de la chute de son bâtiment dès lors que la victime apporte la preuve du défaut d'entretien ou d'un vice de construction. C'est donc un risque attaché à la seule qualité de propriétaire d'un immeuble.

Mais cette responsabilité que nous pouvons qualifier de responsabilité *ob rem* n'existe-t-elle que dans ces seules limites ; n'est-elle mise en jeu que dans le cas d'immeubles tombant en ruine ; cette règle fort rigoureuse pour les propriétaires s'appliquera-t-elle à tous les immeubles, quelle que soit leur nature et même au cas où on comprendrait le mot immeuble au sens large, que devra-t-on dire lorsque ce sera immeuble qui sera la cause du dommage ?

Toutes ces questions se ramènent à celle de savoir si les auteurs du Code n'ont prévu que le cas d'un immeuble tombant en ruine et s'ils ont voulu le donner comme exemple, ou bien s'ils ont voulu entendre se reporter pour ce cas, cependant également très fréquent, au texte général de l'article 1382 et à la

nécessité de la preuve d'une faute de la part du propriétaire de la *res* qui cause le dommage.

Nous allons nous permettre d'émettre une opinion qui nous semble assez plausible, mais nous nous hâtons d'ajouter que ce n'est point celle qui a prévalu.

Partant des termes généraux de l'article 1384 : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde », partant, disons-nous, de ce principe général ainsi posé, nous allons suivre dans le développement du texte les différents cas qui peuvent se présenter.

D'abord toute la fin de l'article 1384 est consacrée à la responsabilité du fait d'autrui ; puis les articles 1385 et 1386 traitent de la responsabilité du fait des choses, ainsi que cela est annoncé dans l'article 1384, par les mots « ou des choses que l'on a sous sa garde ». Quant aux choses, l'article 1386 vise les immeubles et l'article 1385 les meubles, mais une catégorie particulière de meubles seulement, les animaux, les choses animées. Et les autres meubles, *quid* ?

Le Code n'en dit mot. Est-ce intentionnellement, et a-t-il entendu que l'on se reporte pour eux au principe général de l'article 1382 ? Ou bien ses rédacteurs n'ont-ils pas songé que des meubles quelcon-

ques inanimés pouvaient causer des accidents ?

La seconde hypothèse nous paraît plus exacte. Elle est en harmonie parfaite avec l'ordre de développement du chapitre des délits et quasi-délits. En effet, il nous semblerait étrange que le Code, après avoir posé la règle que l'on est responsable « du fait des choses que l'on a sous sa garde », principe directeur où le mot *choses* englobe aussi bien les meubles que les immeubles, les choses inanimées que les choses animées, ait fait l'application de ce principe aux animaux et aux immeubles, et ait intentionnellement laissé de côté le cas des meubles inanimés. Le bien fondé de ce raisonnement est confirmé par l'origine romaine de ces dispositions. Les Romains possédaient deux moyens appropriés à leur but, comme sanction de la responsabilité : les actions noxales et la *cautio damni infecti*. Or, cette dernière ne visait que les immeubles et les *actions noxales* concernaient le seul cas de responsabilité du fait des choses animées : animaux et esclaves. Les Romains ne voyaient donc pas, dans les meubles inanimés, de source de responsabilité.

Les auteurs coutumiers, se modelant sur le texte romain, ne songèrent pas davantage à cette hypothèse et c'est ce qui explique le silence du Code.

Mais, dira-t-on, quel est l'intérêt de cette controverse ? C'est que si la responsabilité est sanctionnée

par l'article 1384 et non par l'article 1382, la question de la preuve est changée : de ce que ce sont des choses que l'on a sous sa garde, le Code en dégage une présomption de faute pour le propriétaire ou l'usager, présomption dont il fait l'application aux animaux (1385) et aux immeubles (1386).

Nous avons dit que ce n'était point cette théorie qui avait prévalu (1). Dans la doctrine généralement adoptée (2), on admet que le Code n'a prévu spécialement que deux cas de responsabilité du fait des choses : celui des animaux et celui des bâtiments, et cela, afin d'apporter une exception à la règle de preuves dans ces deux hypothèses strictement interprétées.

Pour les meubles inanimés, on doit se reporter à l'article 1382 et le demandeur est obligé d'apporter la preuve de la faute du propriétaire. On argumente, pour démonstration, que l'article 1384 et l'article 1385 ne faisaient qu'un dans le projet primitif du Code et que par suite, par « fait des choses que l'on a sous sa garde », les auteurs du Code ont voulu entendre les animaux ; on ajoute d'ailleurs que cette expression ne peut raisonnablement s'appliquer qu'à des animaux.

(1) Nous disons *avait*, car cette opinion est battue en brèche aujourd'hui par de bons auteurs que la jurisprudence actuelle parait vouloir suivre.

(2) Cf. Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, art. 1382 à 1386 ; Demante et Colmet de Santerre, *Cours de Code civil*, t. V, n° 363 bis ; Sourdat, *Responsabilité*, n° 645 et s.

CHAPITRE V

LA DOCTRINE MODERNE EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ

Nous venons d'exposer la conception du Code en matière de responsabilité et la façon dont les auteurs classiques, partisans de l'interprétation littérale, l'avaient comprise. Cette théorie de la responsabilité qui a pour fondement et pour mesure la notion de faute ne satisfait plus un grand nombre d'auteurs modernes (1).

A leurs yeux, elle présente un gros inconvénient : c'est la question de la preuve. Chaque fois qu'un accident se produit, qu'un fait quelconque cause un dommage, la victime, pour obtenir réparation, doit apporter la preuve de la faute de l'agent, à moins qu'elle ne se trouve dans l'un des cas où elle jouit d'une présomption en sa faveur. Faute de cette preuve, souvent difficile, voilà un tiers obligé de sup-

(1) V. Jossierand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées* ; Saleilles, *Traité de l'obligation* ; Teisseire, *Fondement de la responsabilité*.

porter les conséquences dommageables d'un fait extérieur étranger à sa volonté, dont l'auteur tire profit le plus souvent, quand il ne se contente pas d'acquiescer tout au moins les bénéfices de la chose dommageable. Bien plus, depuis le Code, avec le développement économique intense, avec le décuplement et le perfectionnement de l'outillage industriel, avec les machines innombrables, les moyens de transport mécaniques : chemins de fer, tramways, ascenseurs, bateaux, voire même ballons plus ou moins dirigeables, aéroplanes, les chances d'accidents se sont accrues, mais aussi les difficultés de la preuve que nécessite leur réparation. Aussi, depuis longtemps, un mouvement s'est créé dans la doctrine qui se montre de plus en plus favorable à la réparation du tort causé à la victime.

Les premiers, MM. Sainctelette (1) et Sauzet (2) ont cherché un moyen d'obtenir une réparation plus adéquate ; nous ne nous arrêterons pas longtemps à la théorie qu'ils conçurent en même temps, l'un en France et l'autre en Belgique ; leur construction, fort ingénieuse, ne fut jamais consacrée en jurisprudence et tout au plus fut-elle admise dans un jugement du tribunal civil de Bruxelles (3) (18 juin 1885, S. 85.4.

(1) *Responsabilité et garantie*.

(2) De la responsabilité des patrons vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels. *Revue critique*, 1883, p. 598.

(3) Trib. Bruxelles, 18 juin 1885, S. 85.4.25.

25) et par la Cour de Gand (1). La Cour de cassation rendait toutefois un arrêt dans ce sens le 8 janvier 1886 (2). Mais peu après elle abandonnait cette manière de voir et réfutait la théorie contractuelle.

MM. Sauzet et Saintelette avaient imaginé leur théorie en vue des accidents du travail déjà si fréquents à cette époque : malheureusement, ces accidents restaient souvent sans réparation à cause de cette difficulté de preuve de la part de l'ouvrier victime. Aussi, pour amener un renversement des rôles et mettre à la charge du patron l'obligation d'établir qu'il était innocent de toute faute, ils raisonnaient ainsi : Quand le patron embauche un ouvrier, le contrat passé à ce moment oblige l'industriel, comme contre-partie de l'engagement de l'ouvrier, à fournir à ce dernier un matériel et un outillage exempt de tout vice qui puisse causer un accident.

Dès lors, si l'accident se produit, il y a présomption que le propriétaire de l'outillage a contrevenu à son obligation, et, suivant le principe de droit commun, c'est à lui, sur l'action de l'ouvrier, à prouver qu'il a rempli son engagement.

C'était ainsi passer du terrain délictuel sur le terrain contractuel. Pour des raisons déjà indiquées, nous ne nous étendrons pas sur les discussions inté-

(1) Cour de Gand, S. 89.4.1.

(2) S. 86.4.25.

ressantes que cette doctrine a fait naître. Nous nous bornerons à dire que le contrat, intervenu entre le maître et l'ouvrier, n'a jamais contenu une pareille clause ni explicite, ni sous-entendue. De plus, cette théorie ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif, depuis que la loi des accidents du travail a mis à la charge du patron tous les accidents autres que ceux survenus par la force majeure ou le cas fortuit.

D'ailleurs, même si cette théorie avait été admise, elle aurait été incomplète, en ce sens que si le même accident avait atteint un ouvrier et un tiers, l'ouvrier aurait été mieux traité que le tiers et on peut très bien concevoir que le patron, n'ayant pu fournir la preuve de l'absence de faute vis-à-vis de l'ouvrier, aurait été condamné à l'indemniser, alors que le tiers impuissant à administrer la preuve contraire aurait succombé et supporté, à ses risques, l'accident. C'est là un cas très plausible qui montre l'injustice du procédé et son défaut ; il semble bien indiquer aussi que la nécessité de la réparation puise sa source dans un principe plus équitable.

Nous arrivons à l'exposé de la théorie pour laquelle nous ne cachons pas nos préférences et qui a été si magistralement traitée par MM. Saleilles (1) et Josserand (2).

(1) Saleilles, *Traité de l'obligation*. Voyez aussi : *Les accidents du travail et la responsabilité civile*.

(2) Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*. Voyez aussi : *De l'abus des droits*.

Cette théorie, qui n'est pas encore consacrée par la jurisprudence, a déjà pénétré dans certains arrêts ; nous les retrouverons dans le dernier chapitre, quand nous étudierons l'évolution de la jurisprudence sur la question de la responsabilité.

Quand on étudie le vaste problème juridique de la responsabilité, la question qui se présente à l'esprit peut s'énoncer ainsi : dans quels cas et à quelles conditions une personne doit-elle réparer, en nature ou en argent, en tout ou en partie, le dommage subi par une autre, soit dans sa personne, soit dans les biens qui composent son patrimoine (1).

Il est évident que nous supposons l'absence de tout engagement antérieur ; en d'autres termes qu'aucun contrat visant le droit violé n'était intervenu entre la victime et celui dont la responsabilité est en jeu. Ceci établi, « risques et responsabilité représentent les deux faces réciproquement complémentaires d'une idée générale et nécessaire de la vie juridique : l'idée de la répartition des dommages qui atteignent les intérêts privés (2) ». Si dès lors un événement quelconque vient porter atteinte aux avantages que confère l'appropriation individuelle et causer, par ce

(1) Cf. Gény, Risques et responsabilité, *Revue trimestrielle de droit civil*.

(2) Gény, *op. cit.*

fait même, un préjudice, il importe de déterminer celui à qui il incombe de supporter ce dommage.

On peut le laisser totalement à la charge de celui au profit de qui existait l'appropriation du bien endommagé, ou bien il pourra paraître plus juste d'en imposer la réparation à une autre personne en raison d'un rapport qui la rattache à la cause du dommage ; on se trouve alors, dans cette hypothèse, en présence de *cas de responsabilité*, tandis que dans la première, il y avait simple attribution des risques.

L'attribution des risques à la victime d'un dommage apparaît, dans l'état acquis par la conscience juridique collective, comme un principe fondamental accepté par tous, quoique non consacré par un texte légal impératif. Si la loi ne le sanctionne pas, tout au moins est-il exprimé sous une forme concise par le vieil adage « *Res perit domino* ».

Certes, il peut, à première vue, paraître sévère et rigoureux de laisser le préjudice à la charge de la seule victime. Un correctif précieux est venu, de nos jours, en alléger le poids au point de le faire presque entièrement disparaître : ce correctif est l'assurance largement développée. Cependant, même ainsi tempéré, le principe serait encore trop rigoureux si la généralité de sa formule n'était limitée considérablement par l'intervention de la notion de responsabilité.

En certaines circonstances, la justice ou l'utilité

sociale exigent de faire supporter, dans une mesure variable, le préjudice subi directement par une personne à une autre qui sera déclarée responsable ; quand devra-t-il en être ainsi ?

La théorie classique qui fait de la faute la base et la mesure de la responsabilité a été construite en vue de répondre à cette question. Nous avons étudié son origine et son développement et signalé le défaut capital qu'aujourd'hui on lui reproche. Les conditions économiques et morales de la société actuelle ont fait trouver trop étroite la thèse subjective, alors que l'on cherche de plus en plus à étendre la responsabilité. D'abord, comme nous l'avons déjà dit, il est apparu que l'exigence d'une faute « entendue comme supposant la volonté consciente du dommage causé chez son auteur » (1) rendait souvent illusoire le droit de la victime d'invoquer le principe de la responsabilité, par cela même qu'il s'agissait « d'un élément psychologique et moral » (2) dont il était, par suite de son caractère, le plus souvent impossible d'apporter la preuve.

Pour remédier à cette situation, on songea à étendre le champ des présomptions de faute. Nous aurons à revenir sur cette tentative, quand nous étudierons la jurisprudence. Mais une fois la théorie classique

(1) Cf. Gény, *op. cit.*

(2) Gény, *loc. cit.*

ainsi entamée, le principe général ne devait pas tarder à subir des attaques plus audacieuses et, de fait, la doctrine extrême de la responsabilité purement objective a nié positivement la condition de faute dans le critérium de la responsabilité.

Le seul domaine où le mot faute ait un sens très net est le domaine de la morale et, si l'on veut, celui du droit pénal. Là il est véritablement à sa place. Mais du moment où la faute fut transportée dans le domaine civil, cette notion devait se modifier et, en transformant le système civil établi, en détruire l'harmonie (1). Au début, le point de vue pénal et le point de vue civil étaient intimement liés ; on n'en avait pas encore démêlé les éléments. Mais bientôt cette distinction devait se faire et dès lors la notion de peine ne devait plus concerner exclusivement que le droit pénal. Le droit civil cessait d'être « vengeur », il se consacrait uniquement à la réparation du dommage, à indemniser la victime, c'est-à-dire à fournir le juste équivalent du tort causé à la victime (2).

Un événement peut être dommageable au point de vue civil et n'être point contraire à la morale. Les deux ordres d'idées n'ont pas entre elles un lien ab-

(1) Teisseire, *Fondement de la responsabilité*, 1901, p. 30, *op. cit.*

(2) V. *Suprà* ce qui a été dit de l'origine de la théorie des délits privés en droit romain.

solu et nécessaire. Il est dommageable, simplement parce qu'il a causé un préjudice à un individu.

Un autre élément est nécessaire pour que la morale soit directement intéressée. Ce facteur particulier, c'est précisément ce que l'on convient d'appeler faute, au sens strict du mot, c'est-à-dire l'intention de nuire. Le préjudice, une fois produit, aucun jugement ne pourra le faire disparaître. A quoi peut-il servir alors de montrer que ce fait ne touche pas à la morale et ne compromet pas l'ordre public? La doctrine traditionnelle ne s'arrête pas cependant à cette idée et n'en tient aucun compte. Pour elle, seule la conduite de l'auteur importe : A-t-il commis un fait répréhensible, est-il coupable? Si oui, il y a faute et par suite responsabilité, et l'agent doit réparer le dommage. Si non, il n'est point fautif et toute responsabilité disparaît. En un mot, cette doctrine fait abstraction de la perte causée, du fait matériel et palpable, pour s'en tenir à l'appréciation d'un élément moral et intentionnel, purement psychologique.

Il est permis de douter du bien fondé de la conclusion à laquelle on aboutit alors. « Ce qui caractérise la responsabilité civile, ce n'est pas un éloge ou un blâme, une peine ou un acquittement : c'est une charge pécuniaire. » Cette charge pèsera toujours sur quelqu'un, que ce soit l'auteur ou la victime (1). »

(1) Teisseire, *Fondement de la responsabilité*, op. cit.

L'attribution de cette charge, tel est le problème que résout la responsabilité. Or, entre les deux participants à un dommage, auteur et victime, qui doit en supporter la charge définitive ?

La thèse classique répond : celui qui est coupable. Or, il peut très bien arriver que ni l'un ni l'autre des participants ne soit en faute. Si nous poussons la logique de cette théorie jusqu'au bout, nous devrions dire que ni l'un ni l'autre ne doit être en perte, puisqu'aucun n'est fautif. Solution absurde qui seule est conséquente avec la théorie subjective, mais aussi qui montre l'erreur dans laquelle ses partisans sont tombés.

Les partisans de la doctrine objective ont proposé une formule qui écarte de la solution du problème le reproche précédent : « Tout dommage doit être réparti entre l'auteur et la victime dans la mesure où chacun d'eux l'a causé par son fait (1). »

L'homme, en exerçant son activité, expose la personne et les biens de ses semblables à des risques ; ces risques qu'il crée, il doit les réparer, sans qu'on ait à chercher si l'acte dommageable a été ou non le résultat d'une volonté consciente, ou la conséquence

(1) Jossierand, *op. cit.*, *De la responsabilité du fait des choses inanimées* ; Saleilles, *Traité de l'obligation* ; Teisseire, *Du fondement de la responsabilité*. — V. aussi Jossierand, *De l'abus des droits* ; Ripert, *L'exercice des droits et de la responsabilité*, *Revue critique*, 1906, 73, *op. cit.*, p. 356.

d'un ensemble de circonstances malheureuses où la volonté de l'agent n'a pris aucune part.

Ainsi, risque et responsabilité sont deux idées intimement liées : la responsabilité a pour base le risque qui permet de faire l'attribution équitable de la charge qu'impose la réparation du dommage causé. Un tort a été causé (1). Il faut, quoi qu'il advienne, que quelqu'un le supporte. Qui doit le faire ? la victime ou l'auteur ? La nouvelle doctrine, contrairement à la thèse classique, écarte toute recherche de faute. Peu importe que l'auteur du préjudice ait commis une faute et que ce soit par le fait de circonstances malheureuses, dont il n'était pas le maître, que ce dommage ait été causé : c'est lui qui a introduit ce risque, c'est donc lui qui doit en supporter les conséquences.

L'auteur d'un risque doit en supporter les conséquences dommageables. Toutes les fois qu'un préjudice résulte de la rencontre de deux activités, il est nécessaire de discerner par l'analyse l'initiative propre de chacun, pour lui imputer le dommage exactement engendré par son fait ; on arrive ainsi à cette conclusion : Chacun est responsable du dommage qu'il cause dans la mesure où il le cause. C'est ce

(1) Ripert, L'exercice des droits et la responsabilité, *Revue critique*, 1906, p. 360 et s.

qu'exprime la formule de M. Josserand que nous avons citée précédemment.

Ainsi, le seul fait de la création du risque suffit pour obliger celui qui en est l'auteur : la question de savoir s'il est en faute ou non devient indifférente. La notion de faute disparaît, absorbée dans une notion plus large. On débarrasse le juge de toute mission moralisatrice ou psychologique pour le réduire à la simple recherche d'un rapport de causalité (1).

Comment justifier une telle innovation ? La réponse est simple. Prenons le cas le plus général d'un propriétaire d'une chose qui vient à causer un accident ou un dommage quelconque. Ce propriétaire qui utilise sa chose en a les bénéfices, il perçoit les intérêts que cette chose lui procure. Mais cette chose n'existe qu'en créant un risque au détriment des tiers, puisque ceux-ci en ont été victimes. Ne semble-t-il pas juste que ce soit celui qui a les bénéfices qui doit supporter les conséquences dommageables, sans lesquelles peut-être il n'aurait pu les percevoir ? Puisque c'est lui qui a introduit le risque, c'est lui qui doit avoir la charge des conséquences.

(1) Pour ce développement, consulter : Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées* et *De l'abus des droits* ; Saleilles, *Traité de l'obligation*, p. 354 (2^e édit.) et *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897. Voyez également : D. 1897.1.437, note de M. Saleilles, D. 1900.2.288 ; 1904.2.257 ; 1905.2.497 ; 1906.2.105. 106, et notes de M. Josserand.

C'est ce risque qui unit la charge au gain. Gain et charge sont les deux termes corrélatifs d'une situation que le bénéficiaire a instituée.

En 1871, en note du Sirey (1), M. Labbé s'exprimait ainsi : « Il est un système qui est vaguement au fond de beaucoup d'esprits, c'est que le propriétaire répond du dommage causé par sa chose, non parce qu'il est en faute, mais par cela seul qu'il est propriétaire. Voici comment ce système se motive : vous avez une chose en propre, vous l'utilisez, vous en avez tout le profit ; si elle est nuisible à autrui, vous en devez réparation. Si les tiers subissent un dommage, vous qui avez retiré de la chose tous les avantages de son emploi, vous devez subir la charge de l'indemnité qui est due aux tiers. Les dommages et intérêts sont dus par la propriété plutôt que par l'homme. L'homme doit prélever sur la valeur de la chose et sur les *profits* qu'il en a retirés de quoi indemniser les tiers à qui la chose a nui. » C'est d'ailleurs là, remarquons-le, un système qui a déjà existé et a été consacré par une législation positive : l'ancien droit civil romain. Celui-ci possédait une action *in rem* noxale dirigée contre le propriétaire de la chose au moment de l'action et non du fait dommageable. Nous voyons aussi, dans le droit romain, l'origine de

(1) S. 71.1.9. — Il s'agissait de l'explosion d'une machine à vapeur qui avait blessé un tiers. — V. également Sourdat, *op. cit.*

la formule que l'on donne ou plutôt que l'on veut donner à la responsabilité en dehors de tout contrat : « Tout dommage doit être réparti entre l'auteur et la victime dans la mesure où chacun d'eux l'a causé par son fait. » Cette théorie fait donc réparer par l'activité les risques qu'elle crée, quitte à lui donner par une juste compensation les bénéfices qu'elle procure. « Pour ceux qui croient le droit destiné, non pas à sanctionner les effets de la concurrence humaine, mais à rétablir l'équilibre instable que déplace à chaque instant, à son profit, l'activité prépondérante, le doute n'est pas possible. Il faut, sans que cette condamnation ait des airs de reproches, faire verser à l'auteur de l'acte dommageable, l'indemnité nécessaire à sa victime, car on ne peut éviter de choisir entre eux et comment hésiter dans ce choix ? » (1)

Mais une question embarrassante va surgir. Ainsi menacé et rendu responsable, l'auteur du risque se récrie et se réclame bien haut des droits que la législation positive lui a accordés. « Ces droits sont les garanties sociales données au libre exercice de l'activité. » Comment alors résoudre le problème qui se pose : les juristes allaient retirer d'une main ce que la législation donnait de l'autre ? Dirait-on à l'indi-

(1) Ripert, *L'exercice des droits et la responsabilité*, R.C.1906.73.

vidu, nous vous accordons tels et tels droits, mais attention, si vous en usez vous serez responsables vis-à-vis des tiers. Singulière situation que celle-là ! Allait-on ainsi renverser l'adage fameux (1) : « *Neminem lædit qui suo jure utitur* » ? En droit romain cette question ne pouvait soulever de controverses.

L'homme avait des droits et des obligations limités, donnés par la cité, imposés par elle. On n'y concevait pas le contrat, mais des contrats ; le délit, mais des délits ; le droit, mais des droits. On connaissait donc exactement le cercle d'activité de chacun, l'étendue et les limites de sa personnalité juridique, on pouvait donc dire avec précision le moment où l'action devenait licite, celui où elle cessait de l'être. Particulièrement aucun rapport juridique ne pouvait naître entre personnes, en dehors de tout contrat. Mais aujourd'hui, l'individu se considère comme ayant le droit ; il est libre ; non seulement il a des droits définis, mais il a une personnalité respectable, une liberté qui n'a d'autre limite que celle que possède également son semblable. De là est né dans notre droit le conflit entre ces libertés individuelles. Comment le résoudre ? Allait-on immobiliser des activités et rendre stériles leurs efforts, en les empêchant de s'exercer par la crainte d'une responsabilité exorbitante ?

(1) *Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur.*

On ne pouvait aller bien loin dans cette voie, quoique l'on ait essayé de traiter sur le même pied l'activité usant d'un droit général d'expansion licite et l'activité canalisée dans le droit défini. On devait remarquer que le droit a été acquis, en général, moyennant un sacrifice : il doit offrir, jusqu'à un certain point, un champ libre à l'activité. Il y a une limite à fixer. Ne pourrait-on dire que l'irresponsabilité est créée non par l'exercice du droit, mais par ce fait que l'on agit dans les conditions normales de son époque, de son milieu ? Car si un dommage se produit dans ces conditions, ce sera la victime elle-même qui s'y sera volontairement ou non exposée.

Cependant que l'auteur de l'acte dommageable ait agi dans des conditions objectives irréprochables, mais sous l'inspiration d'une pensée malveillante, d'une animosité envers autrui, il n'a usé de son droit que dans le but de préjudicier à autrui. C'est alors le cas d'appliquer la théorie nouvelle de l'abus de droit.

MM. Saleilles et Josserand ont étudié ces questions et condensé leur théorie dans ces formules qu'ils ont soumises au comité de révision du Code civil : « Un acte dont l'effet ne peut être que de nuire à autrui, sans intérêt appréciable et légitime pour celui qui l'accomplit, ne peut jamais constituer l'exercice d'un droit. » Ou encore : « L'abus de droit

n'existe que lorsqu'il y a intention exclusive de nuire, en l'absence de tout intérêt personnel appréciable » (1).

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur cette question. Nous avons voulu simplement ne pas passer sous silence ce cas de responsabilité, assez nouveau, car il n'y a que quelques années que la question en est soulevée. Il se rattache cependant assez directement à notre étude de la responsabilité délictuelle.

Revenons à notre théorie du risque. L'activité crée le risque ; elle doit en assumer les charges, comme elle en recueille les profits. Mais quel critérium allons-nous donner à cette responsabilité ? Deux opinions se trouvent en présence ; ou bien attribuer la responsabilité au propriétaire, en dehors de toute autre considération, ou bien l'attribuer à celui qui a la garde et qui recueille le profit direct de la chose.

Propriété ou « garde de la chose » ? Telle est la question qui se pose. La réponse va résulter de la théorie elle-même et de son fondement (2). La responsabilité peut s'expliquer soit par la conception juridique d'une faute légalement présumée à l'encontre du gardien, soit par l'idée moderne et économique du risque créé. N'est-il pas juste que la réalisation d'un risque, d'un danger, mette en jeu celui

(1) Jossérand, *De l'abus des droits*.

(2) Cf. Jossérand, note au Dalloz, 1904.2.257.

qui en a été le créateur et qui en a le profit ? C'est au premier point de vue que sont allées les préférences de nos diverses juridictions.

Pour la jurisprudence, l'article 1384 tout entier et l'article 1385 sont dominés encore par l'idée classique de la faute aquilienne. La responsabilité que proclament les décisions précitées est encore une responsabilité subjective, au moins en apparence, et toute la nouveauté de la solution réside dans le déplacement de la preuve, à l'aide d'une présomption défavorable au gardien dans la substitution de la faute présumée à la faute prouvée ; c'est une solution de transition entre les deux théories.

Quoi qu'il en soit et quelque parti que l'on prenne dans la question de savoir quelle base donner à cette responsabilité du fait des choses inanimées ; que l'on dise qu'il y a à la charge *du gardien* une faute présumée ; ou que l'on dise avec la doctrine moderne, en se plaçant au point de vue purement économique et spéculatif, que celui qui crée le risque et en retire les profits doit en supporter les conséquences dommageables ; cela revient à faire, de toute façon, peser la charge sur celui-là même qui a créé ce risque, sur celui qui exploite la chose cause du préjudice, en un mot sur celui qui a la garde de cette chose.

Le bon sens lui-même indique combien cette décision est juste : voilà un propriétaire qui, dans le but

de rendre service, prête à un ami une locomobile destinée à actionner une batteuse. Cette locomobile explose et l'on viendrait lui dire : Pardon, mais vous êtes propriétaire de cette machine, peu importe que vous n'ayez commis aucune faute parce que cette machine n'était plus sous votre surveillance : c'est vous le propriétaire, c'est vous qui êtes responsable. Cette solution serait une véritable iniquité.

Et le Code lui-même l'a si bien compris, que dans son article 1385 qui s'occupe, il est vrai, des animaux, mais enfin *de choses* au sens large du mot, dit lui-même : « Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé... »

Ainsi le Code fait peser la responsabilité sur le propriétaire, parce que, en général, c'est lui qui utilise l'animal, qui s'en sert et en a le profit, et le texte très explicite ajoute : ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, ce qui complète très bien sa pensée.

Mais, dira-t-on, cet article n'est relatif qu'aux animaux : oui, mais à ce point de vue quelle distinction peut-on réellement et raisonnablement établir entre eux et les choses inanimées ?

Bien plus, nous allons en tirer un argument *a fortiori*. Si l'usager est responsable, en cette qualité, du dommage causé par les animaux, à plus forte raison

doit-il l'être pour celui causé par son outillage et les choses préjudiciables qu'il a en sa possession : un animal ne peut être complètement soumis à sa volonté, alors que le possesseur est le maître absolu de sa chose. Et peut-être pourrions-nous ajouter, reprenant quelques instants la théorie classique (quoique nous voulions rester sur le terrain purement objectif), nous pourrions ajouter, disons-nous, que cette responsabilité se comprend encore bien moins dans ce cas des choses inanimées, parce que réellement et très vraisemblablement on pourra présumer que le gardien est en faute.

Ainsi donc, ce n'est pas seulement le propriétaire, mais encore l'usager en telle qualité, qui est responsable du dommage que cause la chose dont il a l'usage. Quel est le champ de cette responsabilité ? Le chapitre suivant va nous le dire.

Etendue de cette responsabilité et ses limitations.

Cette responsabilité dont nous avons vu la base dans le risque, quand va-t-elle cesser ? La question donne la réponse même : Puisque c'est le risque qui crée la responsabilité, celle-ci cessera dès lors que le préjudice aura sa source dans un fait étranger à ce risque même.

Deux cas peuvent se présenter : la faute de la victime, la force majeure. Nous allons les examiner.

La faute de la victime doit-elle faire disparaître toute charge de responsabilité incombant au bénéficiaire du risque ? Avant de discuter cette hypothèse, il nous semble utile de faire remarquer que cette expression, faute de la victime, est une expression impropre dans la théorie toute objective que nous examinons. Puisque cette thèse même fonde la responsabilité, en dehors de toute faute de l'agent, sur une idée de risque, il semble logique que l'on ne doive pas non plus prendre en considération celle de la contre-partie, c'est-à-dire de la victime. Du moment qu'elle enlève aux juges toute mission d'examen psychologique dans l'intention et l'esprit de l'auteur du dommage, elle ne doit pas non plus leur en attribuer une vis-à-vis de la victime. Mais si nous ne parlons point de faute, une chose peut retenir notre attention qui modifiera peut-être cette étendue de la responsabilité ; nous voulons dire : *le fait* de la victime.

Rappelons-nous la formule que nous avons déjà donnée, formule imaginée par les promoteurs de la théorie et qui tient compte du fait même de chaque partie : « Tout dommage doit être réparti entre l'auteur et la victime dans la mesure où chacun d'eux l'a causé par son fait. » Dès lors cette formule nous donne la solution du problème.

L'auteur du préjudice a créé le risque en créant et exploitant la chose cause directe du dommage. La vic-

time cependant a pu le provoquer par son fait, sa négligence ou son imprudence.

Les juges examineront les faits, le fait de la victime n'exonérera pas entièrement le créateur du risque de toute charge, car celui-ci sera toujours l'auteur indirect du dommage, et on répartira entre eux la charge du préjudice qu'ils doivent supporter chacun en part équitable.

Ainsi, pour nous, le fait de la victime, sa faute, diraient les partisans de la thèse subjective, n'exempte pas de toute responsabilité le créateur du risque qui reste toujours l'auteur de ce risque même.

Etudions maintenant la question de la force majeure. La force majeure doit-elle, dans notre théorie, être un cas d'exonération de toute responsabilité ? Nous avons vu que le fait de la victime n'en était pas un absolu. En est-il de même pour la force majeure ? Avant de trancher, ou plutôt de proposer une réponse à cette question, nous allons nous demander ce que c'est que la force majeure. Le Code parle indifféremment de *cas fortuits* ou de *force majeure*, soit qu'il emploie ces deux expressions réunies, comme dans l'article 1148, soit qu'il parle indifféremment de l'un ou de l'autre par synonymie. M. Planiol estime que l'on ne trouve pas, dans la pratique, d'hypothèse où il y ait lieu de faire une distinction entre deux sortes d'événements dont les uns seraient des cas fortuits

et les autres des forces majeures (1). Cependant, une théorie particulière veut distinguer entre le cas fortuit et la force majeure. Cette théorie a été développée par M. Ambroise Colin, dans une note du Dalloz (2). M. Colin voudrait que l'on distinguât entre le cas fortuit et la force majeure, en se basant sur le caractère plus ou moins insurmontable de l'événement ; le cas de force majeure serait un fait absolument irrésistible qu'aucune force humaine n'aurait pu conjurer, tandis que le cas fortuit serait un événement dont les circonstances fâcheuses auraient pu être prévues ou évitées dans d'autres circonstances, mais qui dans l'espèce donnée, eu égard aux personnes en cause, n'a pu être prévu ni empêché.

La jurisprudence n'est pas disposée à entrer dans cette voie ; elle applique indifféremment aux mêmes faits les qualifications de cas fortuit et de cas de force majeure (3). M. Planiol estime « qu'elle a bien raison ».

Selon lui, si l'on voulait faire, entre deux expressions, une distinction logique, on devrait employer l'expression « cas fortuit » pour désigner l'origine externe de l'obstacle qui a empêché l'exécution de

(1) Cf. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, 3^e édit., p. 83.

(2) Note M. Colin, sous D. 1904. 2. 73.

(3) Cf. arrêt précité, D. 1904.2.73.

l'obligation : si cet événement est dû à une cause extérieure, il est « étranger au débiteur », comme le dit l'article 1148, et il mérite par là le nom de cas fortuit. Par contre, on se servirait de l'expression « force majeure » pour indiquer la nature insurmontable de cet obstacle. Quand un cas fortuit se produit, si le débiteur ne peut pas en triompher, on dit qu'il y a « force majeure ». De la sorte les deux expressions se trouvent justifiées, parce qu'elles expriment deux idées différentes ; mais on voit qu'elles s'emploient à propos du même fait, qui est en même temps cas fortuit par son origine externe, et force majeure par sa résistance invincible (1).

C'est la théorie à laquelle vont nos préférences ; elle va nous permettre de résoudre, d'une façon équitable, nous l'estimons du moins, la question qui nous intéresse. Dans notre doctrine objective, on oppose le cas fortuit, qui est un événement dont les causes sont inhérentes à la chose, au cas de force majeure, qui est au contraire un fait tout externe qu'on ne peut empêcher, qui est irrésistible.

Aussi, celui qui doit supporter les conséquences des risques que sa chose fait courir aux tiers, devra-t-il être exempt de toute responsabilité à l'égard des forces majeures, puisque celles-ci sont étrangères à

(1) Planiol, *op. cit.*

la chose qui crée le risque et qu'on ne pourrait ni prévoir, ni empêcher. En aucune façon, on ne peut donc dire qu'il est cause du dommage qui se produit ; aussi, la victime doit-elle le supporter sans pouvoir se plaindre : c'est une fatalité, un *fatum*, comme disaient les anciens, que doit supporter celui qui en est frappé.

Quant au cas fortuit simple, il n'en est évidemment pas de même. Celui-ci a son origine directe et immédiate dans la chose même ; la cause est inhérente à cette chose, c'est là un des risques créés par son propriétaire ou son usager. Il est bien certain qu'on ne peut le décharger de toute responsabilité. C'est là, au contraire, un des cas pour lesquels notre théorie a été créée (1).

Telle est, selon nous, la théorie qui nous semble préférable. Le fait de la victime n'est pas une cause nécessaire d'exonération absolue ; le cas fortuit non plus ne décharge le créateur du risque de toute responsabilité. Seule la force majeure, le *casus* extérieur et insurmontable, ne peut obliger l'usager à une réparation qui apparaîtrait comme une pure injustice.

Et cependant, on a prétendu qu'une théorie purement objective devrait conduire à une solution con-

(1) V. Jossierand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*.

traire sur ce point. De même que le créateur du risque doit répondre des cas fortuits, de même il devrait répondre des cas de force majeure. Car si la force majeure, dit-on, entraîne derrière elle des dommages et cause des accidents, la raison en est moins dans la force majeure elle-même que dans les circonstances qui l'ont accompagnée.

Or, ces circonstances sont la plupart du temps, pour ne pas dire toujours, des faits internes, que celui qui exploite la chose, siège du mal, a modifiés, créés même. C'est bien à lui qu'est dû, en dernier lieu, le préjudice causé, et il doit réparation.

Cette exagération de doctrine s'appuie non seulement sur ce raisonnement, mais il ajoute que c'est là le système consacré par la loi de 1898 sur les accidents.

Cet argument ne peut être pris longuement en considération, car si la loi de 1898 consacre le principe général de toute cette théorie, elle peut en pousser les conséquences très loin, et même plus loin que la logique ne l'exigerait, parce qu'elle ajoute à son principe celui de l'assurance, et l'indemnité forfaitaire payée par la Compagnie d'assurance ne peut être assimilée à la réparation du préjudice, réparation dont nous nous occupons ici en dehors de toute autre considération étrangère au principe.

Aussi nous semble-t-il préférable de dire que le

dommage causé par la force majeure a une origine externe qu'on ne pouvait prévoir, ni combattre, et que le créateur du risque, qui y est resté étranger, ne peut être rendu responsable de ce qu'il n'a ni créé, ni pu éviter.

Examen critique de la théorie purement objective.

Nous venons d'exposer la théorie objective de la responsabilité, telle que la doctrine moderne l'a conçue et l'enseigne. Dans le chapitre suivant, nous constaterons que c'est vers ce système que tend la jurisprudence, plus ou moins rapidement, plus ou moins explicitement aussi, car elle n'ose encore se montrer aussi novatrice. Comment cette théorie peut-elle se concilier avec les textes et quelles critiques lui a-t-on adressées ?

Cette conciliation qu'ont cherchée les promoteurs et défenseurs de la thèse nouvelle semble, au premier abord, assez difficile puisque nous avons vu que la responsabilité, dans le Code, reposait sur la nécessité de la preuve d'une faute, alors que la doctrine moderne repousse cette obligation.

Il est vrai, et nous devons le remarquer dès maintenant, que le mouvement législatif actuel marque une tendance très prononcée à se passer du critérium de la faute comme fondement de la réparation du dommage causé.

L'exemple le plus frappant est la loi du 9 avril 1898 qui, votée quelques années après l'échec de la théorie construite par MM. Sainctelette et Sauzet, rendit inutile cette dernière. Nous avons déjà expliqué le mécanisme de cette loi : elle met à la charge du patron les indemnités dues pour les accidents survenus aux ouvriers pendant ou à l'occasion de leur travail, indemnités forfaitaires dues malgré la faute ; on devrait plutôt dire le fait de la victime. C'est là réellement la consécration de la doctrine moderne de la responsabilité envisagée comme résultant du fait même de la chose.

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur cette loi qui a fait déjà le sujet de nombreuses études ; ce serait dépasser notre but.

D'autres textes, épars dans notre législation, s'inspirent du même principe (1). Il en est ainsi de l'article 262 du Code de commerce complété par la loi du 12 août 1885 et qui assure au matelot tombant malade ou blessé au cours d'un voyage (blessure survenue même par son fait), des soins et un traitement.

C'est également en consacrant la même idée de risque, contrebalançant les profits, qu'a été votée la loi de 1892 (2), relative aux dommages causés par

(1) V. Jossierand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*.

(2) Loi du 29 décembre 1912. — Cf. Hauriou, *op. cit.*

l'exécution de travaux publics ; on ne peut relever une faute à la charge de l'Etat, et cependant celui-ci est tenu de réparer le dommage causé.

Enfin la loi de 1895 sur les erreurs judiciaires oblige l'Etat à indemniser les individus reconnus innocents après condamnation. « Lorsque cette grande machine qui s'appelle l'Etat, cent fois plus puissante et plus dangereuse aussi, que les machines de l'industrie, a blessé quelqu'un, il faut que tous ceux dans l'intérêt de qui elle fonctionnait en causant ce préjudice viennent le réparer. Ainsi l'exigent les principes de solidarité et de mutualité qui sont le fondement même de nos institutions et dont aucune conséquence n'est certes plus intéressante... (1). »

Voici pour les textes modernes, mais ne peut-on trouver dans le Code lui-même une justification à cette théorie purement objective du risque créé ? Ses promoteurs l'ont cherchée et ont essayé de montrer que le Code avait conçu la responsabilité indépendamment de toute faute.

Cette justification, on la trouve dans l'interprétation que l'on a donnée à l'article 1384, interprétation qui est corroborée par les articles 1385 et 1386.

Sur ce terrain, la controverse a été très longue et

(1) Larnaude, *op. cit.* ; Loi du 8 juin 1895 modifiant les articles 443 à 446 du Code d'instruction criminelle.

n'est point encore terminée. Les promoteurs et partisans de la thèse objective ont essayé d'établir que les auteurs du Code avaient conçu la responsabilité du fait des choses dégagée de toute notion de faute. La faute ne serait point le fondement que les rédacteurs du Code auraient donné à leur théorie de la responsabilité (1).

Certains ne se sont point contentés de cette démonstration et ont prétendu que la responsabilité, même du fait personnel, n'était point gouvernée par l'idée fondamentale traditionnelle. Ce dernier point était plus délicat et sujet à critique.

Ainsi, qu'il s'agisse du fait *personnel* ou du fait des choses, animées ou inanimées, la responsabilité qu'ils feraient naître aurait été traitée dans les articles 1382 à 1386 comme dégagée de toute idée de faute.

D'abord, a-t-on dit, l'article 1384 qui impose aux maîtres et commettants la charge de la responsabilité du fait de leurs domestiques et ouvriers, affirme cette responsabilité même, en dehors de toute présomption de faute, sur une idée de risque. Rien, en effet, ne paraît plus certain.

Pour Pothier, on était responsable des actes de ses domestiques, de même qu'on l'était de celui des en-

(1) V. Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 95 et suiv. ; Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 40 et suiv. ; Ripert, dans la *Revue critique*, 1908, p. 193.

fants dont on avait la charge (1). Les domestiques étaient, sous l'ancien régime, dans un état de dépendance qui les plaçait à l'égal des enfants. Et si le maître répondait du fait du domestique, c'est qu'il était lui-même en faute, pour ne s'être pas suffisamment renseigné sur lui avant de l'engager, ou sinon pour ne l'avoir pas surveillé. Mauvais choix ou défaut de surveillance, telle était la base de la responsabilité du maître.

Aujourd'hui, on ne peut plus lui donner le même fondement (2). Avec la prescription stricte et rigoureuse de la loi, le maître est toujours et inévitablement responsable, alors même qu'il n'a commis aucune faute et qu'on ne peut lui reprocher de ne pas avoir pris ses précautions et d'avoir manqué de vigilance. La loi ne lui réserve aucun moyen de se décharger de cette responsabilité. Celle-ci est donc indépendante de toute faute de sa part. Mais alors, quel motif lui donner ? Un défenseur éminent de la théorie subjective en a donné lui-même les raisons pour le cas des ouvriers (3). Elles s'appliquent aussi bien aux domestiques. « Quand on l'applique à des industriels ou à des commerçants, c'est-à-dire à des gens qui spéculent et emploient des commis et des

(1) Pothier, *Obligations*, n° 121.

(2) Comp. Planiol, t. II, p. 301.

(3) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 301.

ouvriers, la responsabilité des fautes du personnel peut se justifier par l'idée d'entreprise, de la même façon que le risque des accidents qui atteignent le personnel lui-même : le patron, prenant le profit pour lui, doit supporter les risques de l'entreprise, et parmi ces risques on peut faire figurer les accidents dus à la maladresse d'un agent. »

La responsabilité du fait d'autrui, dans le cas des domestiques et ouvriers, apparaît ainsi conçue dans le Code, en dehors de toute idée de faute, et tirer son fondement de la seule notion de risque. Cette observation, il est vrai, n'est plus exacte quand il s'agit de mineurs, et dans cette hypothèse, c'est le défaut, la faute de surveillance qui engendre la responsabilité.

A ce sujet, ne peut-on pas avancer que l'obligation stricte du maître, de réparer le dommage causé par le domestique, n'est que la perpétuation, dans notre droit, de l'ancienne action noxale que faisait naître le délit de l'esclave. Cela explique l'origine de la sévérité de la disposition impérative de la loi à l'égard du *dominus*.

Quant au cas du préjudice causé par le fait des choses animées ou inanimées, nous nous trouvons en présence du texte général de l'article 1384 qui pose le principe : « On est responsable non seulement ... mais encore de celui qui est causé par le fait des

personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde. »

L'article 1385 en fait une application aux animaux. Cet article rend le propriétaire ou l'usager responsable des dommages causés par l'animal, et il ne peut s'en décharger qu'en apportant la preuve d'un cas fortuit ou d'une force majeure, soit même d'une faute de la victime. Ainsi le propriétaire ou l'usager sont responsables du fait de leur animal. Pourquoi ? Le propriétaire ne peut s'affranchir de toute responsabilité en prouvant simplement qu'il n'a commis aucune faute. Est-ce donc une simple présomption de faute qui pèse sur lui ? N'est-ce pas plutôt une conséquence de cette idée d'équité : que celui-là qui utilise l'animal et en a les profits doit en assumer aussi les charges onéreuses. Et ce qui montre bien que telle est l'idée du Code, c'est l'expression même dont il se sert : « Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert. »

Mais l'article 1385 n'est que l'application de l'article 1384 qui pose le principal général. Le propriétaire ou celui qui a la garde de la chose, qui en a les profits et bénéfices doit répondre des dommages causés par cette chose, et il ne peut se soustraire à cette obligation qu'en *prouvant* le cas fortuit ou la force majeure.

Ainsi le fondement de la responsabilité du fait des

choses apparaît dégagé, dans la conception du Code, de la nécessité d'une faute prouvée.

A cette affirmation des partisans de la thèse objective, on a opposé le texte impératif de l'article 1382. Pour obvier à cette objection, M. Saleilles (1) a cherché à donner au mot faute une interprétation particulière qui lui enlèverait toute importance. Il signifierait simplement que l'auteur du dommage a agi volontairement, sans que le fait préjudiciable présente les caractères subjectifs de délit ou quasi-délit. « Ce serait tout fait qui se présente en lui-même et au point de vue objectif comme susceptible de risques. » Nous sortirions de notre sujet en discutant cette conception nouvelle. Bornons-nous à dire qu'elle se heurte aux conclusions auxquelles nous avons abouti en étudiant le Code et l'origine de l'article 1382.

Est-ce à dire que la théorie du risque est inconciliable, dans son objectivité, avec le Code. Non, et c'est ce qu'a très bien compris la jurisprudence, comme nous le verrons dans le dernier chapitre de cette thèse.

Nous avons déjà exposé (2) l'interprétation de l'ar-

(1) Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 42. — V. aussi Farra, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, thèse, p. 157 et suiv.

(2) V. *suprà*, p. 47 et suiv.

ticle 1384, alinéa 1 qui sanctionne cette conciliation, et, nous avons donné les raisons qui militent en sa faveur. L'idée de risque, loin d'exclure nécessairement la notion de *faute*, s'accorde au contraire très bien avec la charge d'une *présomption de faute* imposée au gardien. Or, la présomption de faute établie à l'encontre du gardien de la chose dommageable, résulte des termes de l'article 1384 corroboré par les articles 1385 et 1386.

Aussi peut-on conclure que l'on doit chercher la sanction de la responsabilité du fait des choses dans l'article 1384, alinéa 1. Son fondement juridique, c'est la présomption de faute à l'égard du gardien. Son argument d'équité, c'est la notion de risques. Le risque, créé par celui qui met en action une activité nouvelle dont il tire profit, fait naître à sa charge une présomption de faute.

Disons dès maintenant que la jurisprudence la plus récente se montre très favorable à cette conception de la responsabilité du fait des choses.

La théorie moderne qui veut se dégager complètement de toute notion de faute a fait l'objet de nombreuses critiques, qui ont été, en particulier, magistralement exposées par M. Planiol dans plusieurs articles de la *Revue critique*.

Pour M. Planiol, tout cas de responsabilité sans

faute, s'il était réellement admis, conduirait à une injustice sociale. « Ce serait pour le droit civil l'équivalent de ce qu'est en droit pénal la condamnation d'un innocent » et l'éminent professeur cite pour exemple un arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 1896 qui a fait l'admiration des partisans de la doctrine nouvelle. Une machine à vapeur avait fait explosion et tué un homme. L'explosion était due à un vice de construction que constate d'ailleurs l'arrêt. « Qui était en faute ? poursuit M. Planiol, c'était le constructeur de la machine. Qui a payé l'indemnité ? Ce fut le client qui avait acheté la machine. Il n'y a pas deux façons de qualifier une pareille solution : elle est monstrueuse.

« On aura beau écrire des milliers de pages sur la responsabilité objective, jamais on ne démontrera l'utilité, ni l'équité d'une semblable décision, car elle consiste à faire supporter à un homme les conséquences de la faute d'un autre. En supprimant l'appréciation des fautes dans les rapports humains, on détruira toute justice. »

Cependant cette critique ne nous paraît pas justifiée. Reportons-nous aux termes de l'arrêt de la Cour de cassation.

« ... Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur Marie, qui a causé la mort de Tefaine, est

due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384 cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé.... »

Le tribunal de la Seine avait repoussé la demande de la veuve du mécanicien. La Cour de Paris avait infirmé ce jugement par un arrêt dont voici les attendus : « Considérant qu'il importe de constater qu'aux termes de la loi, G... et C..., en traitant avec T..., ont contracté envers celui-ci l'obligation de lui confier une machine propre à remplir l'office auquel elle était destinée... » ... « Considérant qu'il est établi que l'accident dont T... a été la victime a eu pour cause « *originelle* » la rupture du tube qui présentait un défaut de soudure..... Considérant en outre que le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par un vice de construction (1386) ; que par analogie il est juste de décider qu'en confiant à T... une machine, G... et C... sont responsables du dommage qui a été occasionné par un vice de construction de ladite machine, que par application de ce principe... »

Ainsi, nous voyons que la Cour d'appel, dans les

premiers motifs de son arrêt, avait paru vouloir rattacher cette responsabilité au contrat de travail, survivance de la théorie construite par MM. Sainte-lette et Sauzet.

Mais dans les derniers motifs de son arrêt, la Cour de Paris avait invoqué l'article 1386 du Code civil : « Le propriétaire d'un bâtiment, dit la Cour, est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par un vice de construction ; par *analogie*, il est juste de décider qu'en confiant au mécanicien une machine, les propriétaires sont responsables du dommage qui a été occasionné par un vice de construction de cette machine. » A cet égard, si on admet assez généralement que l'article 1386 s'applique aux machines incorporées aux bâtiments, il y a controverse sur le point de savoir si l'article 1386 est susceptible d'extension et s'applique notamment aux machines isolément considérées (1).

Au contraire, la Cour de cassation n'admet ni l'une ni l'autre théorie et elle applique l'article 1384, d'après lequel on est responsable du dommage causé par la chose que l'on a sous sa garde, mais en relevant cette circonstance que l'explosion de la machine, cause de l'accident, était due à un vice de construction. Nous voyons dans cet arrêt les diffé-

(1) S. 1897.1.17.

rentes phases de la jurisprudence dont nous aurons bientôt à nous occuper. Il nous montre aussi, dans le processus de la discussion, l'indécision de la jurisprudence qui cherche à concilier l'équité avec le texte du Code.

M. Planiol estime que c'est là faire supporter à un individu les conséquences de la faute d'un autre. Cette réflexion est-elle bien exacte ? Qui prouve que ce soit le constructeur lui-même qui soit en faute et, en admettant qu'il soit en faute, l'est-il donc seul ? Le propriétaire n'en a-t-il pas commis en achetant peut-être à un prix inférieur une machine moins bien conditionnée ; n'est-il pas coupable de n'avoir pas su vérifier la bonne condition de la machinerie qu'il met entre les mains de ses ouvriers ? Et puis, même en admettant que le constructeur, selon l'expression de M. Planiol, soit seul fautif, poussons donc ce raisonnement, quelque peu spécieux, jusqu'au bout.

Eh bien, voilà ce que nous allons constater : si c'est le constructeur qui devrait être tenu de l'indemnité de réparation du préjudice, réellement est-ce lui qui a commis l'acte fautif, origine et cause de l'accident ? C'est son ouvrier qui a négligé les précautions voulues, mal soudé le tube qui a éclaté ; ne peut-on pas dire alors que c'est rendre un homme responsable de la faute d'un autre ? Cet industriel, comment peut-il

se rendre compte, une fois la soudure faite et le métal poli, si les parties soudées ont été bien décapées. En un mot, toute question de responsabilité revient à savoir qui doit supporter les charges du préjudice causé à autrui par leurs activités.

Comment répartir équitablement ces charges ; comment discerner en définitive sur qui, en toute justice, cette charge doit peser ? Eh bien, il nous semble raisonnable que celui-là seul qui recueille les profits de la chose peut et doit, sans grand dommage pour lui, en tout cas dans une limite moindre que sa victime, réparer le préjudice causé. Et ceux qui ne veulent point admettre cette idée directrice, comment sortiront-ils du problème psychologique qu'ils auront à résoudre et qu'ils imposeront à la jurisprudence ? Voyez quelle source de discussion et de chicane dans cette affaire du remorqueur, si les tribunaux voulaient réellement punir la faute, pour discerner quel en est l'auteur véritable et responsable.

A cela nous ajouterons : M. Planiol, dans son article précédemment cité, assimile à la condamnation au point de vue pénal d'un innocent, l'établissement en droit civil d'une responsabilité sans faute. Là encore la comparaison ne nous paraît pas juste.

Car aucune comparaison ne semble possible entre le terrain pénal purement psychologique et le terrain civil purement pratique et patrimonial. Certes à la

base de la peine, la psychologie a sa raison d'être, sans elle, elle ne peut se comprendre. Que serait-ce qu'une répression corporelle infligée à des individus qui n'ont commis aucune faute, ou qui n'ont point de libre arbitre et ne savent discerner le bien du mal ? Il en est autrement de la réparation civile. Là, deux patrimoines ont subi des fluctuations, l'un aux dépens de l'autre. La justice exige que l'équilibre soit rétabli, quelle que soit l'idée qui ait présidé à cette variation. L'un des patrimoines s'est enrichi aux dépens de l'autre, l'activité qui agit sur l'un a dépassé les bornes permises par la loi ; aucune faute n'a été commise, peu importe : un dommage a été causé ; il doit être réparé par le patrimoine qui s'est enrichi injustement aux dépens de l'autre. En un mot, c'est une question purement patrimoniale qui se pose, qui doit être résolue sur le même terrain et patrimoniallement.

M. Planiol, dans un second article faisant suite au précédent, critique la formule que le Code a fixée dans son article 1384 (1). « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde. » « Pour l'esprit ré-

(1) Planiol, *Etudes sur la responsabilité civile*, deuxième étude : responsabilité du fait des choses. *Revue critique*, 1906, 73, p. 80 et suiv.

fléchi, remarque M. Planiol, une pareille formule a de quoi étonner, et, en vérité, il n'y en a pas de plus fausse.

« Comment un homme peut-il, sans son propre fait, être responsable du fait d'une chose. La raison se refuse à comprendre et la conscience à approuver. Aussi n'y a-t-il là qu'une ellipse, et le fait des choses dont l'homme est véritablement responsable n'est que la conséquence de ses fautes... »

Là encore la critique de M. Planiol ne nous apparaît pas comme fondée. C'est toujours la survivance d'une idée enracinée dans les esprits modernes et qui provient, comme nous l'avons déjà fait remarquer, du transport dans le droit purement civil d'une idée de faute qui a sa place marquée et devrait se cantonner dans le droit pénal. Il apparaît toujours aux partisans de la doctrine subjective qu'imposer la réparation d'un préjudice à un individu qui a cependant pris toutes ses précautions et n'a commis aucune faute, mais qui n'a pu empêcher le tort d'être commis par une chose dont il a la garde, est une injustice qu'on ne saurait trop souligner.

Pour nous qui sommes partisans de la théorie moderne, il ne nous semble aucunement injuste de faire réparer le dommage commis par le patrimoine qui s'est enrichi inéquitablement, ou même plus exactement sans juste cause au détriment d'un autre.

C'est là, prétendons-nous, tout autre chose que la condamnation en droit pénal d'un innocent. C'est le rétablissement d'un équilibre rompu par une activité qui est sortie des limites assignées à son action au détriment d'une autre activité (1). En fin de compte, quand cet équilibre sera revenu, ni l'une ni l'autre ne sera en perte et les patrimoines se trouveront comme si rien ne s'était passé. La condamnation pénale d'un innocent est tout autre chose. Elle entraînera une peine qui ne profitera et ne saurait profiter à aucun patrimoine, que cette peine soit une amende ou une peine corporelle.

Cette constatation nous permet de résoudre une question que l'on a déjà discutée : la question de la responsabilité des fous et faibles d'esprit. Dans la doctrine traditionnaliste, qui se rattache aux théories spiritualistes, la possibilité de condamner une personne, à raison d'une faute, suppose que cette personne est *moralement responsable* de ses actes. C'est sur l'usage de la raison qu'est fondée la responsabilité.

C'est l'avis de Pothier. La jurisprudence en fait une application constante. Les auteurs et partisans de la théorie objective de la responsabilité veulent substituer à l'idée d'imputabilité morale, le simple

(1) V. Teisseire, *Du fondement de la responsabilité* ; Josserand, *Responsabilité du fait des choses inanimées*.

rapport de causalité comme base de la responsabilité. Cette idée paraît bien en rapport avec le principe de risque sur lequel est fondée la thèse objective. Aucune meilleure raison ne peut être donnée que celle d'un auteur qui critique cependant et réfute la théorie objective (1). « Seule la responsabilité pénale suppose la raison et la liberté ; l'homme qui mérite d'être châtié ou flétri est celui qui a su ce qu'il faisait, et on ne doit pas condamner à l'amende ou à la prison un fou ou un enfant dépourvu de discernement. Mais la responsabilité pécuniaire n'est ni un châtiment ni une flétrissure ; le plus honnête homme du monde peut, par mégarde, commettre une faute engageant sa responsabilité, sans que son honorabilité soit atteinte ; la condamnation pécuniaire prononcée contre lui est simplement fondée sur la nécessité d'indemniser une personne qui a souffert un dommage injuste. Cette nécessité est la même, malgré l'irresponsabilité morale de l'auteur du dommage : réparation est due à la victime par cela seul qu'elle a souffert un dommage par le fait d'autrui. »

Ce que M. Planiol dit pour combattre et réfuter le principe d'imputabilité morale, afin de le remplacer par le simple rapport de causalité, ne suffit-il donc pas à justifier notre théorie de responsabilité sans faute ?

(1) Planiol, t. II, p. 287, 4^e édition.

Car pour les auteurs traditionnalistes qui estiment qu'elle aboutit à la même monstruosité que la condamnation d'un innocent, cette substitution d'un simple rapport de causalité au principe d'imputabilité morale conduirait de même à la condamnation d'un « innocent ». Nous ne voyons pas bien la possibilité d'établir entre les deux cas une différence.

CHAPITRE VI

LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES EN JURISPRUDENCE

Après avoir étudié la conception du Code en matière de responsabilité et lui avoir opposé la théorie que les auteurs modernes désireraient faire triompher, il nous reste maintenant à exposer la jurisprudence sur la question. Nous allons voir celle-ci osciller dans ses arrêts entre les deux doctrines opposées et chercher de plus en plus à se rapprocher de la thèse de la responsabilité « réelle », développée dans les traités les plus récents.

Nous nous sommes étendu un peu longuement sur le droit romain et l'ancien droit. Notre souci, en abordant cette étude, a été de montrer l'évolution du système de la responsabilité, qui nous apparaît comme un cycle qui tend à se fermer.

Partie du point de vue purement réel et objectif, la théorie de la responsabilité, après avoir été pendant des siècles impressionnée et dirigée entièrement par la notion subjective de la faute, redevient objective ;

elle est empreinte, dans sa formule moderne, d'un sentiment plus simple, mais aussi plus équitable, et, loin d'être une innovation absolue, n'est au fond qu'une résurrection, dépourvue toutefois du rigorisme ancien et tempérée par notre souci d'équité de la très ancienne doctrine romaine.

Etat primitif de la jurisprudence.

La conception du Code telle que nous l'avons exposée, conception établie sur la nécessité d'une faute prouvée, a été celle de la jurisprudence qui en a fait une application constante jusque vers 1875. Jusque-là aucune hésitation ne s'était produite et jamais on n'avait songé à critiquer ou à renverser le système aussi solidement appuyé par une tradition constante et des textes aussi affirmatifs.

Pendant près de trois quarts de siècle, la jurisprudence n'a cessé d'exiger, dans le cas de responsabilité du fait des choses inanimées, que le demandeur fasse la preuve d'une faute de la part du propriétaire ou usager de la *res* dommageable. En un mot, elle faisait à ce cas de responsabilité l'application du droit commun, à défaut d'un texte suffisamment explicite qui vint modifier sur ce point l'ordre des preuves, comme l'article 1385 le fait pour le préjudice causé par les animaux et l'article 1386 pour les bâtiments (1).

(1) Cf. toute la jurisprudence antérieure à 1870. — V. également

Cette exigence était très rigoureuse pour la malheureuse victime de l'accident. Elle pouvait de plus paraître peu logique, eu égard aux prescriptions plus modérées de la loi, quand le dommage avait été causé par un animal ou un bâtiment ; quelle bonne raison donner à cette différence qui pouvait conduire dans bien des cas à une véritable injustice ? Celui qui se servait d'une chose mobilière inanimée dont il avait la pleine maîtrise était souvent, à cause même de cette difficulté de preuve, à l'abri de toute responsabilité, tandis que le propriétaire d'un animal fougueux, dont l'instinct sauvage et irraisonné lutte à chaque instant contre la volonté de son maître, était présumé en faute et rendu responsable, alors même qu'il avait pris toutes les précautions nécessaires, par cela seul qu'aucun cas fortuit ou aucune faute de la victime ne le déchargeait de son obligation légale. Pourquoi deux régimes aussi différents que rien ne vient justifier, bien au contraire ? Pourquoi d'ailleurs, en présence de l'article 1386, ne pas songer à un oubli des législateurs, à moins que cela ne soit simplement la conséquence d'une mauvaise rédaction, incomplète ou trop implicite.

S. 71.1.9 et note de M Labbé, déjà citée. Une dame Painvin avait été blessée par l'explosion d'une chaudière installée dans le lavoir où elle travaillait. Sa demande de dommages et intérêts fut repoussée par le tribunal civil de Paris et la Cour de la Seine, attendu qu'elle n'apportait la preuve d'aucune faute de la part du propriétaire. La Cour de cassation approuva la décision.

Nous verrons tout à l'heure quel parti la jurisprudence a tiré du texte trop concis des articles 1382 à 1386.

Avant d'aborder cette étude, il est utile d'exposer les nécessités et les raisons qui ont amené les tribunaux à se montrer plus favorables aux victimes et à la réparation des dommages qu'elles avaient subis. Déjà la remarque que nous avons faite, il y a un instant, fut une des causes qui entraîna de plus en plus la jurisprudence à modifier sa manière de concevoir la responsabilité en matière de choses mobilières inanimées.

Mais à cette raison d'équité, dérivée d'une analogie de situation, vinrent s'ajouter des considérations purement économiques.

En effet, dans les dernières années du siècle précédent, on peut constater dans notre droit une évolution très sensible, évolution qui s'est traduite à la fois dans les arrêts et dans les actes législatifs.

Le centre d'action de ce processus, son centre directeur, c'est l'introduction dans notre droit de l'idée de *risque* dont nous avons déjà parlé. Cette introduction a été sanctionnée par notre législation sur les accidents du travail et ne peut-on pas présager, dans un avenir plus ou moins prochain, la consécration définitive dans notre Code civil révisé de ce principe équitable de répartition des dommages subis ?

Nous avons dit que la cause principale de la modification importante de notre droit sur ce point était un phénomène d'ordre économique ; le développement intense de l'industrie dans les cinquante dernières années (1). Les grandes usines aussi bien que les ateliers plus modestes se sont multipliés, grâce au progrès incessant de la science et de ses applications mécaniques. Les machines aux forces formidables, aux moyens irrésistibles, aux organismes compliqués et meurtriers ont été mises partout en action. Les accidents sont devenus plus fréquents ; les ouvriers ont été victimes de leur imprudence créée par l'habitude du contact périlleux, ou du défaut de construction de la machine. La plupart du temps la cause en est obscure et difficilement déterminable. Les éléments d'appréciation ont souvent disparu dans la catastrophe. Et même en admettant que l'ouvrier ait commis une faute, cette faute ne provient-elle pas d'une routine créée peu à peu par le manie-ment habituel du même mécanisme, dont le danger finit par sembler chimérique et que la cruelle réalité vient un jour affirmer dans toute son horreur ?

L'ouvrier allait-il être menacé de succomber dans

(1) Cf. Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées* ; Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile* ; Farra, *De la responsabilité du fait des choses inanimées (fondement juridique)*.

son action contre son patron, dans l'impossibilité de démontrer, selon l'application du droit commun de l'article 1382, que le patron était en faute de n'avoir pas pris les précautions nécessaires ou d'avoir livré à l'ouvrier une machine défectueuse? La situation défavorable de la victime paraissait difficile à changer. Il apparut bientôt que l'équité commandait un changement de droit en leur faveur. Mais ce changement, comment le faire et comment le légitimer?

Deux auteurs, MM. Sainctelette et Sauzet, nous l'avons déjà vu, essayèrent d'apporter cette modification, sans attendre et sans réclamer un changement de législation.

La seule question qui se posait était de renverser le système de preuves établi par le droit commun.

Pour y parvenir, MM. Sainctelette et Sauzet avaient puisé dans le contrat qui lie l'ouvrier au patron la nécessité pour celui-ci, s'il voulait échapper à toute responsabilité, de faire la preuve du cas fortuit ou de force majeure ou de la faute de la victime.

Cette théorie très ingénieuse ne fut pas, avons-nous dit, consacrée par la jurisprudence française et seule la jurisprudence belge fournit un arrêt qui l'accepte et encore la Cour de cassation se déjugea bientôt.

Une critique fondamentale pouvait être adressée à ce système. Voilà un accident causé par une machine qui blesse à la fois un ouvrier et un tiers étranger à

l'entreprise. Que le tiers ne puisse faire la preuve de la faute de l'entrepreneur et que celui-ci ne puisse prouver la contravention de l'ouvrier au règlement, ou la force majeure, on aurait abouti à cette solution parfaitement injuste, mais très possible, du patron condamné vis-à-vis de l'ouvrier et déchargé de toute responsabilité à l'égard du tiers, et cela pour le même accident.

Voilà bien la preuve même que l'obligation qui pèse sur le patron de réparer le dommage causé n'a pas sa source dans le contrat qui lie l'ouvrier au patron, mais qu'on doit en chercher le principe équitable ailleurs.

Si cette théorie contractuelle ne fut jamais consacrée en France pour les accidents du travail, elle reçut cependant une application en matière d'accidents dans les transports de voyageurs.

Quelques décisions lui furent favorables, mais la Cour de cassation ne l'a jamais acceptée.

Tel était l'état de notre droit lorsque en 1898 fut votée la loi sur les accidents du travail. L'étude de cette loi ne rentre pas dans le domaine du sujet traité ici, mais il nous paraît utile et nécessaire d'en dire quelques mots qui en expliqueront le principe fondamental.

Cette loi, votée dans un esprit d'équité dont nous avons montré précédemment la nécessité, a introduit

dans notre droit le principe de risque créé. C'est dans notre droit le premier mouvement législatif dans ce sens. Nous ne reviendrons pas sur l'exposé de ce principe de risque créé, auquel nous avons déjà accordé un chapitre spécial.

La loi de 1898 établit le principe nouveau qui met à la charge du patron le « risque professionnel », c'est-à-dire les chances d'accidents inhérents à un métier, en dehors de toute faute. L'ouvrier touche une indemnité forfaitaire dont le principe vient ici se combiner avec l'idée de risque et celle d'assurance. Ainsi la sévérité du principe de risque créé est atténuée dans une large mesure.

Cependant une critique peut être adressée à cette loi, c'est la même que celle faite précédemment à la théorie de M. Sauzet. Voici un ouvrier et un tiers blessés dans le même accident par la machine que manœuvre l'ouvrier. Les situations respectives des deux victimes, eu égard au patron, ne seront pas les mêmes. A l'un on appliquera pleinement le principe de risque créé ; aucune preuve ne sera à sa charge, si ce n'est celle du simple lien de causalité. Au contraire, pour le tiers il y aura obligation de montrer la faute de l'industriel qui exploite la machine.

On se trouve là en présence de la même injustice que précédemment. Cependant elle ne provient pas d'un défaut de principe. C'est bien la loi qui défend

de causer à autrui un dommage. C'est le principe de risque créé qui permet d'en attribuer la charge de réparation. La dualité de situation ne provient pas de ce raisonnement, mais simplement de l'application imparfaite qu'en fait la législation (1).

Une loi spéciale est venue formuler au profit des ouvriers victimes d'accidents le principe nouveau d'équité. Pourquoi en avoir ainsi restreint le champ d'application, si son idée directrice est reconnue indispensable à la justice sociale ? La seule réponse, dans l'état de notre législation, était de trouver dans les textes du Code le moyen d'appliquer le bénéfice de son système de preuve, même aux tiers.

C'est ce qu'a compris la jurisprudence et c'est ce qu'elle a cherché à établir dans les arrêts de ces dernières années. Elle se trouvait là en présence d'une difficulté d'interprétation que nous avons signalée et qui s'est traduite par une diversité de moyens employés. L'un s'appuie sur l'article 1386 qu'on a cherché à étendre. L'autre interprète l'article 1384, al. 1.

Nous allons les étudier successivement.

(1) C'est une critique que l'on peut adresser aux lois, qui tendent à faire une « législation de classe » au lieu de consacrer, au profit de tous les citoyens, un principe d'équité reconnu nécessaire en le mettant en harmonie avec les institutions traditionnelles.

**Extension donnée à l'article 1386
par la jurisprudence.**

L'article 1386 est ainsi conçu :

« Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. »

Nous en avons déjà commenté le texte. Dès lors qu'un bâtiment a causé un dommage à un tiers, celui-ci en obtiendra réparation du propriétaire, à la seule condition de prouver que la chute de cet édifice a été provoquée par le défaut d'entretien ou par un vice de construction. Une première question s'est posée à propos de l'application de ce texte : Celle de savoir s'il est la conséquence du principe général de l'article 1382 et de la théorie de la faute, ou bien au contraire s'il est indépendant de toute idée de faute.

En un mot, n'est-il que l'application du droit commun, ou bien déroge-t-il d'une façon importante à ce droit commun qui fonde la responsabilité sur la faute ?

Il semble bien, à lire le texte, que l'article 1386 n'édicte aucune présomption de faute contre le propriétaire (1). En effet, pour quela responsabilité de

(1) V. Planiol, t. II, p. 301, *op. cit.* V. *suprà*. Consulter également : Aubry et Rau, t. IV, p. 768, § 448 ; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. VII, art. 1386.

celui-ci soit engagée, il suffit que le demandeur prouve simplement soit le défaut d'entretien, soit le vice de construction ; l'un de ces deux faits étant prouvé, le propriétaire est forcément condamné, sans qu'il puisse alléguer qu'il n'a commis aucune faute et qu'il a ignoré ce vice de construction, ou l'état défectueux de son immeuble. C'est donc bien là une responsabilité en dehors de toute faute, prouvée ou présumée, et alors même que l'on prétendrait que l'expression « défaut d'entretien » édicte une présomption de faute (qui serait d'ailleurs irréfragable), celle de « vice de construction » y est tout à fait étrangère.

Aussi peut-on dire que l'article 1386 inflige au propriétaire d'immeubles une responsabilité fort lourde, puisqu'elle rompt avec les idées traditionnelles de faute qui ont inspiré le texte général de l'article 1382. Elle est une survivance, dans notre droit, de la vieille responsabilité romaine.

Cette responsabilité spéciale, sur quoi repose-t-elle et quel en est le critérium ? L'article 1386 répond : C'est la propriété. On voit, de là, l'intérêt que présenterait la généralisation de ce texte qui, au lieu de rester confiné aux « bâtiments » serait étendu à toutes les choses immeubles et même aux meubles.

Dès lors, la victime d'un accident pourrait s'en prendre au propriétaire de la chose dommageable

quelle qu'elle soit, en faisant simplement la double preuve du rapport de causalité et soit du défaut d'entretien, soit du vice de construction. C'était accorder aux victimes une situation plus favorable que celle du droit commun. Aussi les auteurs et la jurisprudence ont cherché à motiver cette extension. Quelles raisons militent en faveur de cette généralisation et comment, à l'heure actuelle, est-elle comprise et appliquée ?

Si nous nous reportons à l'origine romaine de la disposition de l'article 1386, origine que nous avons étudiée précédemment, nous voyons que les jurisconsultes romains n'avaient jamais visé, dans leurs dispositions de la *Cautio damni infecti*, que le dommage causé par la ruine de *bâtiments* et de *constructions* (1). Il semble que notre texte du Code qui dérive directement de l'institution romaine, après avoir été consacré dans notre ancien droit sous la forme que comportaient nos anciennes institutions judiciaires, doit être conçu dans le même esprit et ne sanctionne que la responsabilité du propriétaire de *bâtiments*.

Cependant nous avons plusieurs raisons de douter de cette stricte spécialisation.

D'abord chez les Romains le matériel mobilier n'avait pas l'importance qu'il a prise chez nous depuis.

(1) V. *suprà*, p. 22.

Les accidents et dommages causés par des choses autres que des bâtiments étaient rares et peu importants. Sans quoi ne doutons pas que le génie pratique des jurisconsultes romains eût imaginé un moyen d'en obtenir réparation.

Une autre raison plus solide et plus sérieuse nous permet de penser que dans le mot « bâtiment », les auteurs du Code n'avaient songé qu'à donner un exemple. C'est que nous avons un texte général affirmant la responsabilité du fait des choses, texte que nous trouvons à l'article 1384, alinéa 1. « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou *des choses que l'on a sous sa garde.* »

Dans ce texte, deux mots doivent retenir notre attention : l'expression très générale de *choses* et le mot *garde*.

Il semble bien, quand on lit la suite des trois paragraphes 1384, 1385, 1386, que ces trois textes ne forment qu'un tout qui s'enchaîne et, dès lors, que l'article 1386 est simplement l'application aux choses inanimées de l'article 1384, alinéa 1, comme l'article 1385 en fait l'application aux choses animées, aux animaux.

Ainsi compris, l'article 1386 s'éclaire d'un jour nouveau ; combinant les deux textes, le propriétaire

de la chose sera responsable du dommage causé par celle-ci. Mais l'article 1386 vient, dans le cas de choses inanimées, restreindre la portée trop générale et trop stricte de l'article 1384, alinéa 1 ; il impose au demandeur en dommages-intérêts la preuve, soit d'un défaut d'entretien, soit d'un vice de construction, preuve qui circonscrit son action dans de justes limites. D'un autre côté, tandis que c'est le gardien de l'animal qui est responsable de ses déprédations, l'article 1386 fait de la charge de la responsabilité une contre-partie de la qualité de propriétaire. Et c'est dans cette double mesure que ce texte vient corroborer l'alinéa 1^{er} de l'article 1384.

Telle est l'explication que l'on peut donner à l'extension de l'article 1386. Nous allons voir ce qu'a fait la jurisprudence.

Cependant il semble bien que ces deux articles ne consacrent pas le même principe. En effet, l'article 1384, alinéa 1, parle de *garde*; il impose la charge de la responsabilité au *gardien*. Pourquoi ? C'est simplement en réalité parce qu'il édicte contre celui qui a la *garde* de la chose une présomption de faute. *Garde et faute présumée* sont les deux termes du rapport sur lequel l'article 1384 base la responsabilité. Or, nous avons vu que l'article 1386 est tout à fait étranger à l'idée de faute et qu'il sanctionne la responsabilité du propriétaire de bâtiments en cette

seule qualité. C'est la preuve que l'article 1386 apporte une dérogation à la règle de la responsabilité du fait des choses, eu égard aux propriétaires de constructions.

Cependant la jurisprudence a cherché d'abord un remède à la sévérité de l'application du droit commun de l'article 1382 dans l'extension de l'article 1386. Mais sur un terrain aussi nouveau elle a paru d'abord très hésitante.

Une des premières applications qu'elle fit de cette extension fut dans une affaire d'accident causé par la chute d'un arbre (1). Il s'agissait d'un arbre planté sur la voie publique ; cet arbre tomba par vétusté et par vice propre du tronc, quoique rien n'eût révélé extérieurement son état de pourriture. Aucune négligence ne pouvait donc être reprochée aux agents du service des plantations et de la voirie. Cependant la ville de Châlons-sur-Marne fut condamnée et l'arrêt de la Cour de Paris fonde uniquement cette condamnation sur l'article 1386. L'arrêt fut rendu sous la présidence de M. Larombière, qui est un partisan convaincu d'une extension par voie d'analogie de l'article 1386 aux cas non prévus par le texte (2).

Malgré tout, la théorie n'était pas encore bien

(1) Paris, 20 août 1877, S. 78.2.48. — V. également Planiol, *Revue critique*, 1906, 73, p. 98.

(2) Larombière, t. VII, art. 1386, n° 10.

établie, ni bien précise dans l'esprit du rédacteur de l'arrêt, car, dans un des considérants, il estime « que la ville de Châlons était en faute pour n'avoir pas eu la précaution de vérifier l'état de l'arbre et de l'abattre ».

Comment l'aurait-elle fait, puisque le rédacteur constate « que rien ne révélait extérieurement l'état de pourriture de l'arbre » (1).

Cependant la tendance à l'extension est encore bien indécise dans les arrêts, car, une quinzaine d'années plus tard, la Cour de Grenoble ayant une espèce semblable et même identique à juger, il s'agissait d'un arbre planté sur la voie publique à La Tour-du-Pin (2), n'admit pas la théorie de la Cour de Paris, mais sous l'influence des tendances toujours plus favorables aux victimes, elle justifia la condamnation de la commune par la présomption de faute établie par l'article 1384, alinéa 1.

Nous aurons, dans la suite de cette étude, à nous occuper de nouveau de cette décision, elle compte en effet parmi les premières qui aient fondé la responsabilité du gardien d'une chose inanimée sur l'article 1384, alinéa 1.

(1) S. 78.2.48.

(2) Grenoble, 10 février 1892, S. 93.2.205. — V. dans le même sens : Trib. civ. Bourges, 7 février 1895 ; Agen, 17 mars 1897 ; Trib. civ. Seine, 28 janvier 1899, D. 1900.2.289 — Cons. Planiol *Revue critique*, 1906. — V. *infra*.

M. Planiol dit à propos de l'arrêt de la Cour de Paris rapporté ci-dessus (1) : « On devrait bien s'apercevoir que l'on fait dire ainsi au législateur des choses auxquelles il n'a jamais songé. En effet, avec cette jurisprudence, l'article 1386, qui a été très certainement écrit pour imposer aux propriétaires de maisons une responsabilité qui n'aurait pas existé sans lui, prend, au contraire, la valeur d'un texte restrictif qui, en subordonnant la responsabilité du propriétaire d'immeubles à la preuve préalable d'une circonstance particulière (le défaut d'entretien ou le vice de construction), le dispense de la présomption générale de faute qu'on fait sortir contre lui de l'article 1384. »

Cette critique paraît très exacte. Il est certain, en effet, que les termes très précis et très limitatifs de l'article 1386 ne semblent pas permettre cette extension, et cependant certains arrêts ne se sont pas bornés là. Voulant se montrer favorables à la réparation des dommages causés, quelques décisions ont prétendu trouver dans cet article 1386 le moyen d'y arriver facilement, et elles ont cherché à en étendre le texte hors des limites de ses termes précis.

Cette première généralisation concerne les machines incorporées aux bâtiments : machines à vapeur,

(1) *Revue critique*, 1906. 73, p. 93, étude de M. Planiol.

machines-outils, ascenseurs, etc... Cette application ne semble pas critiquable. Elle rentre dans les termes de l'article ; ce sont des constructions attachées au sol, des *bâtiments*, au sens large du mot : elles font partie intégrante de l'immeuble auquel elles sont incorporées.

Un exemple plus curieux d'extension a été donné par un arrêt de la Cour de Paris dans une affaire d'explosion de la machine à vapeur d'un remorqueur (1).

L'application de l'article 1386 dans cette espèce est très curieuse et très remarquable. En effet, ici, il ne s'agit plus au sens propre du mot de « *bâtiment* » tel que le vise l'article 1386. C'est donc là une tendance à une généralisation véritable et à l'établissement dans ce texte de la sanction de responsabilité du fait de *toute chose inanimée*. Voici les attendus de cet arrêt : « Considérant qu'il importe de constater qu'aux termes de la loi, G... et C., en traitant avec T., ont contracté envers celui-ci l'obligation de lui confier une machine propre à remplir l'office auquel elle était destinée.... Considérant qu'il est établi que l'accident dont T. a été victime a eu pour cause « originelle » la rupture du tube qui présentait un défaut de soudure... Considérant en outre que le

(1) S. 97.4.17 note de M. Esmein.

propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par un vice de construction (art. 1386) ; que par *analogie* il est juste de décider qu'en confiant à T.. une machine, G.. et C.. sont responsables du dommage qui a été occasionné par un vice de construction de ladite machine, que, par application de ces principes... »

La Cour de Paris, après avoir établi le rapport de causalité qui relie l'éclatement de la machine à la défectuosité de son mécanisme, constatation qui écarte toute faute de la part de la victime, base sa condamnation sur l'*analogie* existant entre cette hypothèse et le cas d'un immeuble présentant un vice de construction. Toutefois, le point de départ de son raisonnement est bien incertain : pourquoi, sans cela, poser cette affirmation : « ...qu'aux termes de la loi, G... et C... ont contracté envers T... l'obligation de lui confier une machine propre à remplir l'office auquel elle était destinée... » ? N'est-ce pas à une allusion à la théorie contractuelle de MM. Sainctelette et Sauzet, qui fut pourtant si vite abandonnée ? La Cour se montre bien embarrassée dans la rédaction de ses arguments de droit et c'est le reproche que l'on pouvait déjà adresser à la décision précédente.

Elles apparaissent toutes deux comme de pures

solutions d'équité auxquelles, une fois admises *à priori*, on cherche à donner un fondement juridique. Elles témoignent d'une grande perplexité de la jurisprudence qui se rend compte de la nécessité d'un changement dans l'application de notre droit, et qui, sans le secours du législateur, en cherche le remède dans l'interprétation d'un texte dont la trop grande concision fait naître le doute et autorise la discussion.

Le jugement que nous allons citer ne fait que confirmer ce que nous venons de dire. Il pousse l'extension encore plus loin et donne à l'article 1386 toute l'amplitude d'un texte consacrant la responsabilité du fait des choses inanimées, que ces choses soient mobilières ou immobilières. Cette décision concerne la chute d'une armoire à glace (1). Elle témoigne d'un progrès considérable sur les arrêts précédents qui n'envisageaient que l'hypothèse d'immeubles. L'extension s'était contentée de comprendre le mot bâtiment dans le sens d'immeuble en général par référence à l'article 1384, alinéa 1. Cette fois, c'est un meuble qui a causé le dommage.

Aussi M. Josserand (2), dans une note au Dalloz, conclut ainsi à ce propos : « Elle constitue l'aboutissant logique de l'évolution imaginée, voilà bientôt trente années, par la Cour de Paris, qui prétend sous

(1) D. 1904.2.257.

(2) Note de M. Josserand sous D. 1904.2.257.

traire la responsabilité du fait des choses inanimées à l'empire de l'article 1384, comme à celui de l'article 1382, pour la trouver dans l'article 1386. A cette époque, en effet, la Cour de Paris interprétait la formule extensive en la faisant intervenir au cas de dommage causé par la chute d'un arbre, lorsque cette chute était due à la vétusté ou à un vice propre du tronc. Alors c'était sinon un bâtiment, du moins un immeuble : donc extension réduite. Mais, en 1893, nouvelle extension : un mécanicien ayant été atteint par un jet de vapeur à la suite de l'explosion de la machine d'un remorqueur, le propriétaire du bateau fut déclaré responsable aux termes de l'article 1386 que l'on appliqua par analogie. Le dernier arrêt rapporté de l'armoire à glace achève l'extension... »

Une dame G... avait été blessée par la chute d'une armoire à glace : « ... Attendu que la chute de l'armoire à glace, dit la Cour (1), est due à un vice de construction du meuble et à son installation défectueuse ; que le vice de construction ayant été constaté par la dame X., la prudence commandait au défendeur de faire procéder d'urgence à une réparation indispensable, et à tout le moins de fixer le haut de l'armoire au mur ; que si l'omission de ces précautions ne constitue pas une faute personnelle en-

(1) Arrêt de la Cour de Paris, D. 1904. 2. 257.

gageant la responsabilité de son auteur dans les conditions prévues par l'article 1382, elle suffit à constituer un défaut d'entretien au sens de l'article 1386 du même Code..... »

Avant d'analyser la solution donnée par ce jugement au problème de la responsabilité du fait des choses inanimées et mobilières, la même réflexion que précédemment vient à l'esprit. Le rédacteur de la décision concernant l'armoire à glace ne paraît pas bien assuré de la valeur juridique de l'étendue qu'il donne à l'article 1386. Il éprouve, malgré son sentiment personnel, le besoin de parler de la « prudence » qui « commandait au défendeur de faire procéder d'urgence à une réparation indispensable, à tout le moins de fixer le haut de l'armoire au mur... » ; il commence même par constater « son installation défectueuse ». C'est là faire appel (subsidiairement, sans doute) à la vieille théorie classique de la faute, qui, malgré tout, impressionne encore les esprits novateurs, et que les tentatives d'innovation n'ont encore pu faire disparaître complètement ; et les arrêts qui prônent la compréhension extensive de l'article 1386 n'osent pas encore s'en affranchir entièrement.

Voilà donc la responsabilité du fait des choses *même mobilières* sanctionnée par l'article 1386. On aurait certainement étonné les rédacteurs du Code, si on

leur avait dit qu'un jour on appliquerait ce texte aux *res mobiles*.

Il est certain que si la première extension faite à toutes constructions, comme les machines incorporées à un bâtiment ou même à toute chose « immeuble » au sens large, ne paraît guère critiquable, malgré la précision du mot « bâtiment » il ne peut en être de même de cette décision vraiment extraordinaire. Elle fait naître quelques objections sérieuses qui permettent de douter de son bien fondé. Nous allons pouvoir en juger.

Une première remarque saute aux yeux quand on lit le Code. C'est que l'article 1386, nous l'avons déjà dit, ne vise que les *bâtiments* qui causent un dommage par leur *ruine*. Ce sont deux termes très précis, très limitatifs dont vraiment la décision de la Cour de Paris fait bon marché. Elle a l'air, d'ailleurs, on peut le dire, de s'en rendre compte, car elle a soin d'en laisser le texte dans l'ombre et d'éviter d'aborder ce sujet dont d'analyse pourrait fort la gêner. Elle oublie également avec désinvolture l'origine romaine de la disposition sur laquelle elle s'appuie et qui en explique la restriction voulue.

Autre chose : l'article 1386 fait endosser la responsabilité au propriétaire : c'est justice dans le cas d'un bâtiment, d'une maison. On ne peut en dire autant pour les choses mobilières et cette responsabilité vé-

ritablement *ob rem*, qui est très équitable dans le cas d'un immeuble devient souvent fort injuste, si on l'applique aux meubles, à cause de leur mobilité même. Qu'une automobile soit louée, et que le conducteur qui la loue cause un accident par suite d'un défaut dans le mécanisme, dira-t-on, en invoquant l'article 1386, que c'est le loueur qui devra en subir les conséquences ?

A la base de cette responsabilité on trouve le risque. Mais alors, celui qui doit supporter le risque, c'est celui qui en tire le profit. Or ce profit, *dans toute son étendue*, c'est le conducteur qui le prend et prélève sur lui la rémunération du loueur. C'est donc bien à lui et non à ce dernier qu'incombe le risque, sinon on aboutit, dans la logique des choses, à une injustice.

En faveur du système inauguré par la Cour de Paris, on peut seulement dire ceci : c'est qu'elle a voulu se montrer favorable aux victimes de préjudice commis par des choses mobilières. Elle en a cherché le moyen et a cru que le meilleur était d'appliquer indistinctement le même régime aux meubles et aux immeubles.

Cependant, même dans ce sens, ce système ne paraît pas encore suffisamment objectif ; c'est là un nouveau reproche qui vient se greffer aux autres et dont nous pourrions apprécier toute l'étendue, quand nous étudierons la théorie qui se rattache à l'arti-

cle 1384, alinéa 1. La victime se trouve encore dans une situation difficile.

Elle n'est sans doute pas tenue de prouver la faute du propriétaire ; mais une simple preuve du rapport de causalité ne lui suffit pas non plus. Une autre preuve lui incombe, souvent difficile à fournir ; c'est la preuve d'un fait précis : du vice de construction, ou du défaut d'entretien de la chose. On voit donc qu'elle ne gagne pas encore beaucoup au régime que l'on veut lui appliquer (1). Si bien que parfois elle préférera invoquer l'article 1382 qui ne lui demande d'alléguer qu'un fait d'ordre beaucoup plus général.

C'est pourquoi, cherchant toujours à être plus favorable à la facilité d'obtenir réparation des préjudices causés par le fait des choses, la jurisprudence a invoqué un nouveau système, beaucoup plus pratique, dont nous allons étudier le fonctionnement.

**Responsabilité du fait des choses basée
sur l'article 1384 alinéa 1.**

La théorie qui s'appuie sur l'article 1386, en l'étendant par analogie à des cas non prévus, semble encore incertaine et incomplète. Elle ne donne pas, comme on l'espérait, une situation extrêmement favorable aux victimes de dommages causés par des

(1) Note de M. Jossierand sous D. 1904.2.257.

choses inanimées. De plus, la Cour de Paris seule, paraît lui avoir donné une certaine portée.

La jurisprudence ne devait pas en rester là. Quelques années avant même que la thèse contractuelle eût été soutenue, et eût subi un échec complet devant les tribunaux, une théorie nouvelle était apparue, et il semble curieux, qu'en présence des bons arguments de textes qu'elle avait à faire valoir, on ait attendu aussi longtemps pour la faire sortir du néant et la développer.

L'article 1384, alinéa 1, fixe le principe général de responsabilité, du fait des personnes ainsi que du fait des choses. C'est sur ce texte qu'est fondé le raisonnement qui en forme la base.

Cependant, cette thèse nouvelle, très favorable aux victimes d'accidents, mit longtemps à pénétrer dans les arrêts, et la jurisprudence se montra, aux débuts, assez indécise et un peu rebelle à l'introduction de ce mode nouveau.

C'est ainsi que dans l'arrêt rendu par la chambre civile en 1871 en une affaire d'explosion de machine à vapeur, elle n'admet pas encore la présomption de faute fondée sur l'article 1384, alinéa 1, à l'encontre du gardien ou de celui qui exploite la chose domma-geable. Et M. Labbé, dans la suite de la note (1) dont

(1) Note de M. Labbé, sous S. 71.1.91. — V. *supra*, p. 65.

nous avons déjà donné un extrait, s'exprime ainsi : « Il faut avouer que la loi n'est pas très claire. Notre arrêt a préféré, dans le doute, en revenir aux principes et ne pas admettre, sans une disposition expresse, une présomption légale : il a mis en conséquence la preuve d'une faute commise, à la charge du demandeur en dommages-intérêts. On ne saurait nier d'abord la sagesse de ce procédé d'interprétation ; ensuite, il faut observer que, il ne s'agissait pas dans l'espèce d'animaux ; que l'article 1385 était hors de cause ; que le dommage provenait d'une chose inanimée. Or l'article 1386, qui s'occupe aussi des choses inanimées, semble subordonner la responsabilité à des faits : défaut d'entretien, vice de construction, qui constituent des fautes et qui doivent être préalablement établis par le demandeur.

Cet argument peut servir à contrebalancer celui qui résulte du premier alinéa de l'article 1384. Appliquant aux machines ce que l'article 1386 dispose relativement aux constructions, on est autorisé à dire avec notre arrêt, que la demande en dommages-intérêts n'est fondée que si le demandeur établit et démontre un vice de construction, un défaut d'entretien, ou un défaut de prudence dans l'emploi (1). »

Toutefois, peu de temps après, la doctrine nou-

(1) Comp. Sourdat, *op. cit.*, *Responsabilité*, n^{os} 645, 742, 1147 et suiv.

velle devait pénétrer dans les arrêts, et l'on peut dire qu'aujourd'hui c'est elle qui forme le fondement juridique de toute notre jurisprudence actuelle sur la responsabilité du fait des choses inanimées.

Pour la jurisprudence moderne, l'article 1384, alinéa 1, établit contre celui qui a la « garde » de la chose une présomption de faute, et c'est à ce gardien qu'incombe la charge de faire la preuve du cas fortuit ou de la force majeure, soit même d'une faute de la victime, et cela à peine de condamnation (1).

En effet, dit-on, tout le chapitre des délits et quasi-délits est dominé par la notion de faute, et c'est bien ainsi qu'il faut entendre le texte qui établit le principe général de responsabilité ; nous voulons parler de l'article 1382. Si les articles suivants ne contiennent plus le mot faute, ils n'en émanent pas moins du même principe, et tous en renferment implicitement la notion.

La preuve en est que dans ce même article 1384, les auteurs du Code ont réservé à certaines personnes, la possibilité de la preuve d'un fait écartant toute idée de faute de leur part. Si la loi résume cette

(1) Cf. les décisions examinées ci-dessous. — V. également Ripert, *Revue critique*, 1907, 74, p. 241 ; Josserand, sous D. 1904.2.257. — Cons. ouvrages déjà mentionnés de MM. Saleilles et Josserand.

preuve, c'est donc qu'elle base la responsabilité sur ce fond même.

Les partisans de cette opinion ajoutent d'ailleurs que l'expression « des choses que l'on a sous sa *garde* » indique bien que c'est cette *garde* même qui fonde la responsabilité ; or qui dit garde dit forcément *obligation de surveillance* d'où découle la faute.

Tout cela serait parfaitement déduit, objecte-t-on, si l'on prouvait que telle est la portée que les rédacteurs du Code ont voulu lui donner. Or rien ne le démontre. Il semble bien au contraire que l'article 1384, alinéa 1. n'est qu'un texte qui énonce d'une façon vague le principe général applicable aux choses ; et ce sont les articles 1385 et 1386 qui en font l'application et qui sont véritablement la sanction de cette responsabilité.

Oui mais, peut-on répondre, les articles 1385 et 1386 sont très spécialisés et très restrictifs, le premier ne vise que les *animaux*, le second que les *bâtiments*, les constructions. *Quid* alors, dans les autres cas ? C'est qu'en présence du texte général de l'article 1384, alinéa 1, qui énonce le principe directeur, c'est à lui que l'on doit se reporter dans les cas non prévus spécialement, et c'est lui que l'on doit donc appliquer, quand il s'agit de préjudices causés par des choses mobilières.

Donc l'idée directrice qui doit gouverner toutes les

hypothèses non spécialement envisagées par un texte particulier, est que : « l'on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde ».

M. Planiol, dans un de ses articles sur la responsabilité du fait des choses (1), dit à propos de cet article 1384, alinéa 1 : « Pour l'esprit réfléchi, une pareille formule a de quoi étonner ; et en vérité, il n'y en a pas de plus fausse. Comment un homme peut-il, sans son propre fait, être responsable du fait d'une chose ? La raison se refuse à comprendre et la conscience à approuver. Aussi n'y a-t-il là qu'une ellipse ? et le fait des choses dont l'homme est véritablement responsable n'est que la conséquence de ses fautes. Pour que le dommage causé par une chose puisse engager la responsabilité humaine, il faut que l'on puisse découvrir, dans le passé de la chose nuisible, un acte de l'homme qui soit la cause initiale du malheur survenu et qui s'y soit incorporé à peu près de la même façon que les économistes reconnaissent le travail humain incorporé dans la valeur des choses vénales. Autrement le droit cesserait d'être l'expression du bon sens et de la justice : il aboutirait à des énormités.... Il y a, dans la nature, des risques dont personne ne doit supporter la responsabilité et que, ceux qui en souffrent doivent subir sans recours

(1) *Revue critique*, 1906, 73, p. 80.

contre qui que ce soit La prétendue responsabilité du fait des choses se réduit donc toujours à la recherche d'un acte humain qui en soit la cause et l'origine, c'est-à-dire à la recherche d'un acte illicite que l'on peut dénommer « faute » en prenant ce mot dans un sens large. » Que faut-il penser de cette critique. Nous avons déjà analysé et discuté la question de « la faute » comme principe général de la responsabilité.

D'ailleurs, cette critique ne peut subsister qu'autant que l'on voudrait interpréter l'article 1384, alinéa 1, comme sanctionnant une responsabilité « réelle » incombant au propriétaire, et à l'exclusion de toute idée de faute.

Là n'est pas la pensée de la jurisprudence dont nous allons exposer les solutions et qui conçoit, nous l'avons dit, l'article 1384, alinéa 1, comme faisant supporter simplement à « celui qui a la garde de la chose » une présomption de faute qui admet, sauf dérogation spéciale de la loi, la preuve contraire.

Nous avons étudié précédemment le premier arrêt qui ait songé à faire l'application de la thèse de la faute présumée basée sur l'article 1384 alinéa 1.

M. Ripert, dans la *Revue critique*, examinant certains arrêts de l'année 1906, concernant notre matière, s'exprime ainsi (1) : « Une jurisprudence se

(1) *Revue critique*, 1906. 73, p. 80.

forme qui tend à reconnaître une responsabilité du fait des choses. Il y a seulement dix ans, personne n'y pensait. Aujourd'hui l'expression juridique existe, le principe est connue, il est appliqué. Les décisions que nous avons recueillies au cours de l'année 1906, offrent ce caractère curieux d'invoquer l'article 1384 du Code civil et le principe de la responsabilité du fait des choses, là même où on aurait pu s'en passer.

« Elles ont tenu à affirmer l'existence de la règle et de la sorte il devient de plus en plus constant que l'article 1384, alinéa 1, a consacré ce principe de responsabilité spéciale. La théorie soutenue en 1897 par MM. Saleilles et Josserand est devenue règle jurisprudentielle. »

Nous avons vu précédemment (1) que, en 1896, dans une affaire d'explosion de machine à vapeur à bord d'un remorqueur, le tribunal de la Seine avait repoussé la demande de la veuve de la victime en faisant l'application pure et simple de l'article 1382, le demandeur n'ayant pu faire la preuve de la faute du propriétaire du navire. Sur appel de ce jugement, la Cour de Paris l'avait infirmé et condamné les propriétaires du remorqueur en appliquant « par analogie » l'article 1386.

Ces derniers se pourvurent devant la Cour suprême

(1) V. *suprà*, p. 115.

et voici (1) les considérants de l'arrêt rendu par la Cour de cassation : « ... Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur *Marie*, qui a causé la mort de T..., est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384, cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant, soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé... »

Ainsi la Cour de cassation n'admet ni l'une, ni l'autre théorie, et elle applique l'article 1384 d'après lequel on est responsable du dommage causé par la chose que l'on a sous sa garde, mais en relevant la circonstance que l'explosion de la machine, cause de l'accident, était due à un vice de construction.

Aucune affaire ne peut mieux montrer la discussion et les solutions proposées aux questions de responsabilité du fait des choses inanimées. Nous voyons là réunies, dans le jugement d'une espèce qui pourrait servir d'espèce-type, les trois théories que l'on a tour à tour appliquées à la matière : le tribunal civil de la Seine faisant d'abord état de l'ancienne thèse qui domina la question pendant près de trois quarts

(1) Cass. civ., 16 juin 1896, S. 1897.1.17, note de M. Esmein.

de siècle ; la Cour de Paris hésitante dans la solution, tout en voulant se montrer favorable à la victime et commençant par admettre, d'ailleurs assez mollement, la thèse contractuelle, puis surtout en se fondant, par raisonnement d'analogie, sur l'article 1386 ; et enfin la Cour de cassation consacrant la théorie que nous allons voir définitivement adoptée de la faute présumée de l'article 1384, alinéa 1.

Dès lors, la théorie va pouvoir être ainsi résumée :

La responsabilité des dommages causés par les choses inanimées est régie non par l'article 1382, mais par l'article 1384, 1^{er} alinéa du Code civil, qui établit à l'encontre du gardien une présomption défavorable ; la victime n'a donc pas à prouver la faute de son adversaire, mais seulement que la chose était sous sa garde et que le dommage a été causé par elle.

La responsabilité édictée par l'article 1384 1^{er} alinéa, trouve son fondement juridique dans une faute que la loi présume avoir été commise par le gardien de la chose. Et celui-ci n'a d'autre ressource pour se soustraire à la condamnation poursuivie contre lui, que de prouver la force majeure ou la faute du demandeur.

« L'idée maîtresse de la théorie, dit M. Josserand (1), et qui en constitue l'énoncé même, c'est

(1) Note de M. Josserand, sous D. 1904.2 257.

que la victime d'un dommage causé par une chose inanimée n'a pas à relever une faute à la charge de son adversaire. C'est assez qu'elle établisse un rapport de causalité entre les choses dont il avait la garde et le préjudice qu'elle a souffert. »

« Ce n'est pas nécessairement le propriétaire de la chose qui endosse la responsabilité du dommage qu'elle a causé, mais bien celui qui l'a sous sa garde, qui l'exploite, qui s'en sert.

Cette responsabilité peut s'expliquer soit par la conception juridique d'une faute légalement présumée à l'encontre du gardien, soit par l'idée moderne et économique du risque créé. N'est-il pas juste que la réalisation d'un risque, d'un danger, mette en jeu celui qui en a été le créateur ? C'est au premier point de vue que sont allées les préférences de nos dernières juridictions. Pour la jurisprudence, l'article 1384 tout entier et l'article 1385 sont dominés encore par l'idée classique de la faute aquilienne. La responsabilité que proclament les décisions citées est encore une responsabilité subjective, au moins en apparence, et toute la nouveauté de la solution réside dans le déplacement de la preuve, à l'aide d'une présomption défavorable au gardien : c'est une solution de transition entre les deux théories (1). »

(1) Jossierand, *op. cit.*

Nous allons passer en revue ces décisions. A partir de 1904, elles deviennent très fréquentes dans l'application de la nouvelle théorie. Nous en avons un des premiers exemples en 1896 dans l'arrêt de la Cour de cassation concernant l'affaire du remorqueur.

Une voiture attelée de deux bœufs trouve sur la route un conducteur électrique tombé. Les bœufs s'empiergent et sont foudroyés ainsi que le charretier qui essaye de les dégager (1). « ...Attendu, dit la Cour de Lyon, qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, on est responsable du dommage causé par les choses que l'on a sous sa garde ; attendu que cette présomption de faute, ainsi mise par cet article à la charge du propriétaire de la chose, ne peut être combattue que par la preuve, soit du cas fortuit, soit de la force majeure, soit de la faute du demandeur... »

Autre espèce jugée au tribunal civil de Lyon :

Une dame P... avait été blessée à Lyon par une tringle de fer à crochet fixée à un de ses bouts à l'un des vantaux d'un portail (2). « ...Attendu que la dame P... attribue à la société défenderesse la responsabilité de l'accident ; Attendu en droit qu'on est responsable, aux termes de l'article 1384 du Code civil, non seulement du dommage qu'on cause par son pro-

(1) C. Lyon, 25 avril 1899, D. 1904.2.257.

(2) Trib. civ. de Lyon, 15 novembre 1901, D. 1904.2.257.

pre fait, mais encore de celui occasionné par le fait des choses que l'on a sous sa garde ; — Attendu que la disposition de cet article repose sur la présomption que l'obligé, tenu de surveiller sa chose de manière à l'empêcher de nuire à autrui, a fautivement omis de le faire.... »

Autre espèce rentrant dans le même cadre : « Attendu que les époux B... étaient propriétaires et gardiens du lessiveur dont l'éclatement a occasionné, le 12 avril 1897, des dégradations aux immeubles de la dame Vve B..., dont ils étaient locataires ; qu'aux termes de l'article 1384 alinéa 1, ils sont responsables de ce dommage, qu'ils ne peuvent se libérer qu'en montrant le cas fortuit ou la force majeure.. ; que les experts exonèrent pourtant B... de toute responsabilité, parce qu'il était couvert par l'épreuve réglementaire que le dit lessiveur avait subie ; que ces hommes de l'art ont peut-être raison au point de vue de responsabilité pénale, mais qu'il est impossible à la justice civile d'adopter leurs conclusions à cet égard ; que B... est certainement en faute de s'être servi d'un si vieil appareil... »

Cet arrêt (1) appelle quelques remarques intéressantes. D'abord il insiste sur la qualité des époux B... défendeurs : *propriétaires et gardiens*. Ainsi la proprié-

(1) C. Riom, 25 mars 1903, D. 1904.2.257.

té seule ne suffirait pas ; ce n'est pas seulement parce qu'ils sont propriétaires, mais aussi parce qu'ils ont la garde du lessiveur ; ce sont eux qui l'utilisent et c'est la raison pour laquelle on peut leur intenter une action en responsabilité.

L'arrêt insiste également sur la distinction si importante à faire entre la responsabilité pénale et la responsabilité civile. Ces deux champs, si différents et cependant si longtemps confondus, se séparent enfin, et on commence à saisir que la responsabilité civile doit être comprise plus largement que l'autre.

Un train de bateaux descend une rivière, l'amarre qui les relie vient à casser ; le bateau qui est en tête, et qu'aucune force ne retient plus, vient se jeter contre une péniche qui stationne le long de la rive et l'endommage gravement. Le propriétaire de la péniche agit contre le navire abordeur, et celui-ci recourt en garantie contre le propriétaire du bateau suivant et le propriétaire de l'amarre qui avait été prise en location.

La Cour de Paris, par arrêt du 31 mai 1903 (1), a admis l'application de l'article 1384 du Code civil et l'a interprété comme créant une présomption de faute qui peut tomber devant la preuve contraire. En fait, ici, le propriétaire du bateau faisait la preuve que

(1) D. 1906.1.457, *Pand. franç. pér.*, 1906.1.343.

l'accident était dû à la rupture de l'amarre dont il n'avait pas la garde. Il devait donc être exonéré, et le rejet de l'action principale entraînait le rejet des actions en garantie formées par le propriétaire du navire abordeur.

La Cour de cassation (1) n'a pas admis le pourvoi formé contre cet arrêt par les motifs suivants : « Attendu que de ce que l'amarre était frappée à l'arrière de son bateau, il n'en résulte pas que, en fait, P... en eût la garde ; qu'en tout cas ce n'est pas à un vice d'amarrage que l'accident est imputable, mais au mauvais état et à l'insuffisance de l'amarre ; que si n'en étant pas propriétaire, P... ne peut être rendu responsable de son vice propre... »

« La Cour de cassation, ajoute M. Ripert (2), montre quelque indécision. Elle parle tantôt de la garde, tantôt de la propriété, sans qu'on puisse savoir au juste ce qu'elle considère comme source de responsabilité. » Mais remarquons qu'elle ne condamne nullement la théorie de la Cour de Paris.

Quant à la solution donnée au fond, elle paraît bien douteuse. Le propriétaire de la péniche abordée a-t-il à s'occuper de l'organisation du train de bateaux qui l'aborde ? Le propriétaire du bateau abordeur est directement responsable envers les tiers

(1) Cass., 8 mai 1906, D. 1906.1.457 ; *Pand. fr. pér.*, 1906.1.313.

(2) Article de M. Ripert, *Revue critique*, 1907, 74, p. 211 et suiv.

du dommage qu'il leur cause. C'est à lui à se retourner contre le propriétaire de l'amarre, envers qui il est lié par un contrat de louage. Mais peut-on obliger la victime de l'accident à remonter ainsi dans la chaîne des responsabilités du navire abordeur au propriétaire de l'amarre, et pourquoi pas alors de ce propriétaire au fabricant ?

Voici deux autres solutions qui se réfèrent à des accidents dus à des machines agricoles. Celles-ci auraient mis le feu à une partie de la récolte. La Cour de Rennes, par arrêt du 26 juillet 1906 (1) et la Cour de Bourges, par arrêt du 15 janvier 1906 (2), ont appliqué l'article 1384 du Code civil et déclaré l'entrepreneur du battage responsable de l'incendie, en lui réservant la possibilité de faire la preuve du cas fortuit, de la force majeure et de la faute de la victime.

Dans la cause jugée par la Cour de Rennes, il résultait des circonstances que l'incendie avait pour origine première une flammèche échappée du tuyau de la locomobile. L'arrêt estime que les faits articulés par le défendeur L... dans son offre de preuve ne détruisaient pas cette constatation et tendaient seulement à établir qu'il n'avait commis aucune faute.

Et il ajoute : « Considérant (3) qu'aux termes

(1) D. 1907.2.17.

(2) D. 1906.2.249.

(3) C. Rennes, 26 juillet 1906, D. 1907.2.17.

de l'article 1384 on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ; — Considérant que ce texte met à la charge de L... une présomption de faute qu'il ne peut détruire qu'en prouvant le cas fortuit, la force majeure ou la faute de la victime..... Considérant que non seulement la possibilité de la communication du feu à la meule de froment pouvait être facilement prévue, mais que le danger d'incendie n'aurait pas dû échapper à l'expérience et à la vigilance de L... ; que par suite ce dernier ne prouve pas que les faits articulés par lui ne sont pas de nature à prouver à l'encontre de la présomption de l'article 1384, ni la faute de S..., ni la force majeure, ni même le cas fortuit ; qu'il doit donc être déclaré responsable de l'incendie causé par sa machine. »

M. Planiol a critiqué vivement cet arrêt en se basant sur l'ambiguïté de ses termes mêmes (1). Les partisans de la thèse du risque créé, remarque-t-il, triomphent en s'emparant de cet arrêt : car qui a créé le risque, dans leur conception, sinon l'entrepreneur de battage. Mais cette façon de raisonner semble inexacte à M. Planiol. Pour lui, si on veut pousser la logique jusqu'au bout, le cultivateur doit être associé dans la charge du préjudice avec l'entrepreneur,

(1) Note de M. Planiol, sous D. 1907.2.17. — Cpr. Ripert, *Revue critique*, 1907, 74, p. 214.

comme il apparaît l'être dans la création du risque.

« Modifions l'hypothèse ; supposons que le cultivateur possède un batteur mécanique ; il en supportera tous les risques. Pourquoi sera-t-il déchargé de toute responsabilité, lorsqu'il se sera contenté, par esprit d'économie, de louer un batteur mécanique ? Pourquoi, sinon parce que l'entrepreneur de battage conserve la surveillance et la direction de sa machine. La responsabilité réside donc dans ce fait de surveillance et de direction. »

A cela on peut objecter que c'est l'entrepreneur de battage qui, en établissant sa machine au milieu des gerbiers, crée une source de risques qui doivent retomber sur lui. Mais si, au contraire, c'est le propriétaire qui a placé la machine à tel ou tel endroit, c'est lui-même qui devra subir les conséquences de son initiative : fait de la victime.

Et voici les conclusions que M. Ripert tire de cette décision (1). « On ne peut donc pas parler exclusivement de garde, de surveillance, de profit, de propriété. Il faut toujours retrouver le fait personnel, remonter à l'activité source première du risque. C'est avec raison que l'on a critiqué un principe qui ferait peser sur la propriété des choses une présomption de responsabilité. Il n'y a pas de responsabilité du fait des choses. »

(1) Ripert, *Revue critique*, 1907, 74, p. 214.

Pour M. Ripert, la responsabilité est nécessairement une responsabilité personnelle ; mais cette responsabilité personnelle subit diverses influences : elle est augmentée quand l'appropriation et l'aménagement des choses extérieures augmentent notre puissance, notre activité.

Mais suivant cet auteur, il n'y a aucun inconvénient à laisser la jurisprudence se servir de la disposition « qu'elle lit ou croit lire » dans l'article 1384, § 1, du Code civil, pour augmenter les hypothèses où elle admet une responsabilité civile. « Le jour viendra où elle se sentira assez forte pour rejeter cette béquille, et saisissant l'activité humaine dans toutes ses manifestations, la forcer sans répit à réparer les dommages qu'elle cause (1). »

Une réflexion vient immédiatement à l'esprit : la théorie du risque a non seulement toujours été présentée comme étant en opposition directe avec celle de la faute, mais on a voulu en tirer une obligation de réparer les dommages ayant une base purement *réelle* ; celle-ci serait le droit réel de propriété. Ce que nous avons dit précédemment permet de montrer combien est fausse cette idée ; il se dégage, en effet, des considérations inspirées par l'arrêt de la Cour de Rennes, cette remarque que la thèse du risque, loin

(1) Cf. Ripert, *op. cit.*

de nier le caractère de personnalité de la responsabilité, ne fait qu'étendre, sur ce terrain, le champ de la doctrine classique. En un mot, elle fonde l'obligation de réparer le préjudice causé sur *un fait personnel naissant d'une activité débordante*, mais elle n'exige pas que ce fait présente un caractère de contravention à une loi impérative. Dans cette mesure, elle reste donc bien une responsabilité personnelle et se borne simplement à nier l'élément de faute.

Voici un jugement qui eut un certain retentissement à son époque et qui confirme d'une façon singulière ce que nous venons de dire : il émane du tribunal civil de Melle (1). Un jeune enfant, se rendant à l'église, passait devant l'immeuble de la fondation des Rosières, lorsqu'un morceau de pierre du poids de 3 kilogs, se détachant de la masse d'un gland d'ornementation, lui tomba sur la tête.

« Attendu que, en effet, aux termes de l'article 1384 du Code civil, le propriétaire est responsable de plein droit, en l'absence de toute faute personnelle et à raison du fait matériel seul, du préjudice causé à autrui par son bâtiment... » Ainsi, pour le tribunal de Melle, l'article 1384 édicte la responsabilité du propriétaire, à l'exclusion de toute idée de faute de la part de ce dernier. Et, dans l'espèce,

(1) Trib. civ. Melle, 27 mai 1899, D. 1907.4.436.

il écarte l'application de l'article 1386, par ce motif qu'il vise la ruine totale et non partielle de l'édifice et « mettrait le demandeur dans la nécessité d'établir, soit le vice de construction, soit le défaut d'entretien », et il ajoute : « Attendu que le vice de construction, tel que l'entend cet article, est celui qui entraîne, dans le sens des articles 1792 et 2270, la destruction de tout ou partie de l'édifice ou de ses gros ouvrages ; que, d'autre part, il ne résulte pas des débats que la commission des Rosières ait manqué au devoir d'entretien qui lui incombait... »

C'est la consécration d'une véritable responsabilité sans faute.

Mais cette solution aboutit dans le cas des immeubles à une situation bizarre dont l'injustice entraîne sa condamnation. La responsabilité du propriétaire d'immeubles variera suivant que l'on estimera qu'il y a ou non ruine complète de l'édifice, et sa position sera moins bonne quand il y aura simple dégradation, car alors, le demandeur n'aura qu'un simple rapport de causalité à prouver pour obtenir une indemnité, au lieu d'être obligé, dans le cas de ruine totale, à faire la preuve du défaut d'entretien ou du vice de construction.

En regard des décisions, dont nous venons de faire l'analyse et qui consacrent en jurisprudence la pré-

somption de faute contre le gardien d'une chose inanimée, nous allons rapporter un arrêt de la Cour de Bourges, confirmé par la Cour de cassation, qui peut paraître un recul dans l'adoption par les tribunaux de la thèse de la faute présumée.

C... demandait la résiliation avec dommages-intérêts d'un marché de vente de mûts qui lui avait été consenti par la Société Agricole Lyonnaise du Nord de l'Afrique (1). Il fondait sa demande sur ce que les mûts qui avaient fait l'objet du marché, avaient péri, après qu'il en eut payé le prix, par suite d'un incendie dans les caves de la société, où ils étaient restés déposés (La vente était évidemment « parfaite »).

La société les détenait donc depuis la vente en vertu d'un contrat de dépôt, et C... avait le droit de les manipuler. Il avait, à cet effet, préposé un employé à son service pour les soigner. C... fut débouté par application de l'article 1382. « Considérant, dit l'arrêt de la Cour de Lyon, que C... invoque, à l'appui de sa demande, l'article 1384 du Code civil, et soutient que la société serait responsable de la perte de ses mûts, parce que celle-ci aurait été causée par le fait des choses qu'elle avait sous sa garde, les bâtiments incendiés et les meubles qui les garnissaient ;

(1) Req., 18 mai 1909. Pourvoi contre arrêt de la Cour de Lyon du 7 février 1908, D. 1909.1.461.

considérant que cette prétention et l'invocation de l'article 1384 du Code civil, reposent sur une confusion manifeste ; — Que la perte des moûts est due en effet, non aux bâtiments ou aux meubles de la Société agricole, mais à une cause extrinsèque à ces meubles et bâtiments : l'incendie qui a entraîné leur destruction, en même temps que celle des moûts achetés par C... »

C... se pourvut en Cassation pour violation de l'article 1384. Son pourvoi fut rejeté parce que, selon l'arrêt rendu par la Cour suprême, l'article 1384, alinéa 1, est inapplicable aux immeubles et que le propriétaire d'un bâtiment n'est présumé responsable que du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite d'un défaut d'entretien ; en dehors de ce cas prévu, il reste soumis à l'article 1382 et à la nécessité de la preuve d'une faute.

Nous disions, avant d'aborder cette décision, que celle-ci *pouvait paraître* l'indice d'un recul. Si nous allons au fond des choses, nous pouvons nous convaincre que le grand intérêt de cet arrêt est tout autre. Il n'est point un recul, dans la large interprétation de l'article 1384, alinéa 1.

Son importance est de différencier les champs d'application des articles 1382, 1384 et 1386. Il permet de faire ressortir nettement de l'analyse précédente la conception actuelle de la jurisprudence en matière de responsabilité du fait des choses inanimées.

Les tribunaux distinguent suivant que l'origine du dommage est un meuble ou un immeuble. Est-ce un immeuble : il n'a jamais paru douteux que seul l'article 1386 pouvait s'appliquer, et la responsabilité du *propriétaire* n'est engagée qu'au cas de vice de construction ou de défaut d'entretien, dont la preuve incombe au *demandeur* et qui sont des conditions exclusives de toute idée de faute.

S'agit-il, au contraire, d'un meuble ? La victime du dommage pourra s'en prendre au gardien, c'est-à-dire à celui qui a la charge de la surveillance de la chose ; ce dernier supporte une *présomption de faute* qu'il peut d'ailleurs combattre par tous les moyens.

A défaut de l'article 1386, au cas où le demandeur ne pourrait faire la preuve d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien, l'article 1382 lui permet d'apporter la démonstration, quelquefois plus facile, d'un fait d'ordre beaucoup plus général : une faute du propriétaire.

Telle est la thèse jurisprudentielle qui tend de plus en plus à faire l'objet de l'application exclusive des arrêts les plus récents.

Nous allons citer deux décisions qui l'ont confirmée tout récemment.

La première est un arrêt de la Cour de Bordeaux du 27 juillet 1908. Elle fut, il est vrai, cassée par la chambre civile de la Cour de cassation le 19 mars

1912 ; mais ce fut pour un pur motif de procédure qui n'attaque en rien l'interprétation donnée par la Cour de Bordeaux à l'article 1384 du Code civil.

Un incendie se déclarait en 1906 dans l'enceinte de la gare maritime de Brienne, propriété ou tout au moins concession de la Compagnie du Midi. Le feu, alimenté par la présence de nombreux fûts de résine, gagnait rapidement la voie publique contiguë où sont établis les rails et lignes de la Compagnie des Tramways de Bordeaux. Cette dernière attaqua la Compagnie du Midi, devant le tribunal de Bordeaux, en se basant sur l'article 1382 du Code civil et en alléguant qu'elle avait commis des fautes de surveillance et n'avait pas pris les mesures préventives nécessaires. Le tribunal admit cette thèse et condamna la Compagnie du Midi.

Sur appel de celle-ci, la Cour de Bordeaux estima que la preuve des fautes reprochées n'était pas apportée, mais néanmoins elle confirma le jugement en invoquant l'article 1384, alinéa 1^{er}, mettant à la charge du gardien d'une chose inanimée une présomption de faute (1).

Nous avons dit que la Cour de cassation avait admis le pourvoi pour une pure raison de procédure : les parties n'avaient pas été appelées à conclure, ni

(1) Cour de Bordeaux, 27 juillet 1908, D. 1912.1.326.

à plaider sur le terrain de l'article 1384 que la citation n'invoquait pas. Ainsi la Cour de cassation n'infirme nullement la théorie de la Cour de Bordeaux et celle-ci conserve toute sa portée au point de vue de l'établissement de la doctrine jurisprudentielle, en matière de responsabilité du fait des choses inanimées.

L'arrêt recherche si, en dehors de toute faute démontrée, la Compagnie du Midi n'en serait pas moins responsable des conséquences du sinistre, par application du principe édicté en l'article 1384 du Code civil et de la présomption de faute qui s'en dégage. Il constate que cette présomption apparaît comme la base du dit article, soit qu'il se réfère aux personnes dont on doit répondre, soit qu'il vise le fait des choses qu'on a sous sa garde et « que le principe posé par lui est exclusif de toute faute préalablement établie à la charge du responsable, comme le prouvent les dispositions subséquentes, lesquelles ne sont que le développement de ce principe et réglementent certains cas particuliers de son application », et il ajoute : à quoi aurait servi l'article 1384, en présence des articles 1382 et 1383, s'il avait comporté nécessairement l'existence d'une faute personnelle démontrée. La *garde* est la base fondamentale de l'article 1384 ; mais c'est aussi un principe général que rien ne permet de limiter spécialement aux espèces

déterminées que la loi a jugé bon de viser dans les textes précis, dont la nécessité s'explique par d'autres motifs que le rédacteur de l'arrêt a très bien fait ressortir : « que l'animal, par sa mobilité et sa conscience relative, ne peut être assimilé à l'objet inanimé, et qu'il était naturel de prévoir le cas où, échappé à la surveillance de son maître, il aurait cessé d'être matériellement sous sa garde ; que le bâtiment n'étant pas toujours sous la garde de son propriétaire, il n'était pas superflu de dire que ce dernier répondrait de sa ruine, mais qu'en même temps qu'il n'en répondrait que lorsqu'elle serait arrivée par le défaut d'entretien ou le vice de construction. » Et l'arrêt termine son argumentation par le rappel du principe d'équité, dont nous avons déjà parlé, et dont l'idée, soulevée par le progrès du machinisme, ne doit pas rester confinée à cette seule hypothèse.

La seconde décision est peut-être encore plus intéressante. La Cour d'appel de Paris consacre définitivement la théorie de la faute présumée à l'égard du gardien de la chose inanimée. C'est là un arrêt qui, par la précision de ses termes, fera date.

Un consommateur, assis à la terrasse du café Riche, fut blessé par l'éclatement d'un siphon posé sur une table située derrière lui.

Il attaque la société propriétaire du café Riche

devant le tribunal de commerce qui lui accorde une indemnité. Sur appel, cette condamnation fut confirmée par la Cour d'appel de Paris (1). Celle-ci estime, que, dans ces conditions, la victime était en droit d'invoquer contre la société propriétaire, qui avait tout au moins *la garde* du siphon, les dispositions de l'article 1384 « qui déclare nettement qu'on est responsable du dommage causé par le fait des choses qu'on a sous sa garde ; que cet article implique nécessairement une présomption de faute à l'encontre du gardien de la chose... »

Aussi nous semble-t-il superflu qu'il ait jugé bon d'ajouter que si la victime, au gré du défendeur, était obligée de faire la preuve d'une faute de la part du gardien, cette présomption deviendrait illusoire.

A la suite de ces deux arrêts, nous pouvons mentionner un jugement récent du tribunal de la Seine, intervenu dans une affaire d'accident d'automobile.

En général ces accidents, dus à l'imprudence du conducteur ou quelquefois de la victime, donnent lieu à l'application de l'article 1382 et du droit commun. Cependant il peut arriver que cet accident soit dû à un défaut du mécanisme ; par exemple, le chauffeur a voulu arrêter son véhicule pour éviter un passant, mais ses freins n'ont pas fonctionné : c'est justement

(1) Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 4 décembre 1912 ; Trib. com., 23 décembre 1911.

l'espèce que vise le jugement dont nous parlons (1).

Le propriétaire de l'automobile a été déclaré responsable en vertu de l'article 1384, et c'est justice, car l'accident est dû à un vice de la chose. De plus la rupture d'un organe de la voiture ne peut être considérée comme un cas fortuit et de force majeure impossible à prévoir, mais au contraire, comme un risque de route qui doit être envisagé à tout moment.

(1) Trib. civ. Seine, 30 mars 1912, D. 1912.5.21. — Cf. Trib. civ. Bruxelles, 30 juillet 1910 ; Trib. civ. Seine, 29 février 1908 ; C. Paris, 25 juillet 1908.

CONCLUSION

LA THÉORIE DU « RISQUE CRÉÉ » ET LA JURISPRUDENCE.

Il ressort des décisions que nous venons d'étudier, même des plus récentes, que la responsabilité du fait des choses inanimées apparaît comme ayant toujours sa source dans une faute : et en un mot notre jurisprudence moderne est encore dominée par la théorie de la faute aquilienne qui, depuis sa naissance en droit romain, n'a cessé d'être le critérium de l'attribution de la charge du dommage subi.

Que devient, dans cette conception des tribunaux, la théorie que les auteurs modernes prônent avec ardeur et qu'ils ont dénommée « théorie du risque créé » ? Pour ces théoriciens, la condition subjective de faute mise à la base de l'obligation de réparer le préjudice est une entrave injustifiable. Ils en nient et en réfutent la nécessité. Y a-t-il, entre ces deux doctrines, une opposition irréductible que seul un changement de législation pourrait vaincre ?

Remarquons tout d'abord que risque et responsabilité sont les deux termes du même problème, dans lequel le second n'est que l'attribution du premier : la notion de responsabilité évoque nécessairement l'idée de risque, qui n'est en fait que la qualification juridique de la source latente du dommage.

Ceci dit, la charge imposée à celui qui tire profit de la chose dommageable est justifiée par le principe même de risque ; elle est la contre-partie équitable des bénéfices acquis. Telle est l'idée directrice que le législateur moderne semble admettre et qu'il a tout au moins entendu confirmer dans la loi de 1898. La jurisprudence elle-même, dans ses dernières décisions, loin de la réfuter, l'invoque comme argument de fait et consacre ainsi la solution réclamée par les partisans de la thèse du risque créé (1).

Cependant, dans cette manière de voir des tribunaux, une restriction grave subsiste dans la condition sévère de la nécessité d'une faute prouvée ou tout au moins présumée, basée sur l'article 1384, alinéa 1. Malgré cette exigence, la jurisprudence témoigne du désir de s'affranchir de plus en plus de la vieille théorie classique, et l'on peut dire que de ses attendus ré-

(1) Cf. Trib. civ. Melle, 27 mai 1899, D. 1907.1.436. V. *suprà*, p. 141 ; C. Bordeaux, 27 juillet 1908, D. 1912.1.326, *suprà*, p. 146 ; C. Paris, 4 décembre 1912, cité p. 148 ; Trib. civ. Seine, 30 mars 1912, D. 1912.5.21. ; Trib. civ. Lannion, 5 décembre 1905, D. 1906.2.249, V. *infra*, p. 154.

sulte la conciliation des deux doctrines qui, au premier abord, paraissent devoir s'exclure mutuellement en partant de principes tout à fait opposés. C'est ce qui a permis à un auteur de dire (1) : « Ces décisions viennent s'ajouter aux arrêts et jugements qui, au cours de ces dernières années, ont situé dans l'article 1384 alinéa 1 du Code civil, la responsabilité du fait des choses inanimées et l'ont par là même affranchie des conditions de réalisation étroites et injustifiables, où l'avaient enfermée jusqu'alors auteurs et tribunaux, en donnant à l'article 1382 un rayonnement excessif sur toute la responsabilité extra-contrattuale. Ce courant menace d'emporter décidément la théorie romaine de la responsabilité subjective et de réaliser le triomphe de l'idée germanique d'une responsabilité objective, encourue par cela seul qu'un dommage a été causé à autrui et abstraction faite de cette notion superficielle et fuyante qu'est la faute aquilienne. »

A ce point de vue, cette dernière n'apparaît le plus souvent que comme un argument juridique, ajouté après coup, pour justifier une solution commandée par l'équité.

Un jugement du tribunal de Lannion (2) vient

(1) Josserand, note sous D. 1904.2.257.

(2) Trib. civ. Lannion, 5 décembre 1905, D. 1906.2.249, note de M. Josserand.

jeter un jour singulier sur cette affirmation. Il s'agissait d'un entrepreneur de battage dont la batteuse avait, par ses flammèches, déterminé un incendie : « ... Attendu que la victime, par suite, n'a pas à prouver la faute de son adversaire, mais seulement la relation directe de cause à effet entre la chose et l'accident ; qu'il semble, en effet, équitable et rationnel que les conséquences d'un préjudice imputable à une chose soient supportées en principe, et hors le cas fortuit ou la faute de la victime, plutôt par celui qui tire un profit habituel de la chose et connaît les risques inhérents à son usage et les moyens d'y obvier, que par un tiers ou même par un client accidentel.. »

Il justifie ainsi la théorie du risque créé dont il affirme l'existence dans l'esprit du législateur moderne. Pour le rédacteur de la décision rapportée, c'est uniquement pour ne pas rompre avec la théorie de la faute ou de la responsabilité subjective du droit romain que le législateur de 1898 s'est borné à édicter une présomption de faute à la charge du patron ou du chef d'industrie, au lieu de proclamer simplement, « ce qui est bien l'esprit de la loi », que sa responsabilité est en réalité *in re* et dérive, à l'exclusion de toute faute de sa part, du fait matériel. Par l'exercice de son industrie, dans un esprit de lucre, il crée des risques auxquels il expose ses ouvriers et dont l'équité veut qu'il subisse, en principe, les consé-

quences dommageables pour eux, à titre de compensations des avantages personnels qu'il retire de la chose.

Ce jugement a inspiré à M. Josserand ces réflexions (1) qui pourraient servir de conclusion à cette thèse : « La différenciation des deux responsabilités du fait de l'homme et du fait des choses paraît décidément acquise en jurisprudence. En dehors de quelques décisions qui se raréfient de plus en plus, tribunaux et Cours d'appel s'accordent à soustraire la responsabilité du fait des choses à la formule de l'article 1382 pour la situer dans l'article 1384, alinéa 1, du Code civil ; par là même ils la dégagent de la notion subjective de la faute, dont il n'est nullement question dans ce dernier texte, ou du moins ils réduisent cette notion à un rôle pratiquement insignifiant, en la refoulant dans cette partie négative de la preuve qui incombe non pas au demandeur en indemnité, mais au défendeur.

« Le tribunal de Lannion dégage heureusement le double fondement économique et équitable de la théorie nouvelle qui fait endosser la responsabilité à *celui qui tire un profit habituel de la chose* et qui en a la direction et la surveillance. »

De toute cette étude, il ressort donc bien que la

(1) Josserand, note sous D. 1906.2.249.

théorie du risque a fait son chemin en jurisprudence et qu'elle est consacrée, tout au moins implicitement dans les décisions récentes, sous le couvert de l'article 1384, alinéa 1, interprété comme instituant une présomption de faute à l'encontre du gardien de la chose. Le risque est le fondement de la responsabilité du fait des choses inanimées dans la conception moderne des tribunaux comme dans celle des auteurs récents. Mais tandis que pour les seconds la faute est une notion qui a fait son temps et qui doit disparaître des conditions de cette responsabilité, les arrêts la conservent comme fondement juridique préalable, mais peut-être accessoire ; ils la maintiennent à regret et n'osent encore complètement s'en affranchir.

Quel intérêt présenterait cet affranchissement complet de la notion subjective de faute ? Quelles différences peut-on trouver dans les résultats qui militent en faveur de sa disparition ? Cet examen sera la conclusion de notre thèse.

Dans la théorie du risque, la preuve du simple rapport de causalité suffit à mettre, à la charge du gardien de la chose, l'indemnité du préjudice causé. Dans la doctrine, admise actuellement en jurisprudence, cette obligation se trouve créée *ipso facto*, dans les mêmes conditions, en vertu d'une présomption de faute à l'encontre de l'usager. En un mot,

dans les deux cas il suffit à la victime d'établir le simple lien de cause à effet. La mise en œuvre du procès est donc identique.

La seule différence ne peut résulter que des moyens d'exception. Pour les partisans de la thèse du risque la charge du préjudice se répartit entre l'auteur indirect et la victime dans la mesure où chacun d'eux l'a causé par son fait.

L'action de la victime, sans exonérer complètement le créateur du risque, peut tout au moins diminuer son obligation. C'est une question de fait.

Dans la théorie jurisprudentielle, l'établissement d'une faute de la victime et l'absence de tout manquement de la part du gardien de la chose a, au contraire, en principe, pour effet de décharger ce dernier de toute indemnité. Mais si l'on va au fond des choses, il ressort des arrêts étudiés que la solution du problème posé n'est, en réalité, qu'une simple question d'appréciation laissée au juge. Il est toujours loisible à ce dernier d'établir un juste équilibre entre les activités antagonistes, en constatant que celui qui acquiert les bénéfices de la chose dommageable a créé, par son propre fait, la source de la faute reprochée à son adversaire. Le libre examen de la cause permet de concilier l'équité avec la rigidité des principes.

La question se réduirait-elle alors à un simple in-

térêt doctrinal ? Il ne serait peut-être pas tout à fait exact de l'affirmer. Deux moyens d'exemption absolue de toute obligation peuvent être opposés à la victime dans la théorie de la faute présumée : le cas fortuit et la force majeure. Dans celle du risque, nous avons vu que le simple cas fortuit n'est pas une cause d'exonération, mais que la force majeure peut en être une. En un mot, dans la doctrine objective, la responsabilité est engagée par la seule preuve d'un lien de causalité. Dès que celle-ci est apportée, le litige est laissé à l'entière appréciation du juge. C'est une question de mesure à établir entre les actes des deux activités opposées.

L'obligation de réparer le dommage causé reçoit ainsi l'extension la plus large que l'on puisse rêver. Et c'est vers ce but qu'à notre époque tendent législateurs et tribunaux. Les dernières lois votées à ce sujet au profit des ouvriers et les décisions les plus récentes montrent bien le progrès des idées sur ce terrain.

Cependant, malgré tout leur bon vouloir, les arrêts ne peuvent donner à la théorie du risque toute l'étendue à laquelle celle-ci aspire de par ses origines. Le texte impératif de l'article 1384, alinéa 1, les retient dans cette voie, en fondant la responsabilité du gardien de la chose sur une présomption de faute à sa charge. Il n'est pas possible à la jurisprudence de

faire totale abstraction du principe fondamental de la faute qui, quoi que l'on en ait dit, commande toujours notre droit. Mais on peut prévoir qu'un jour, consacrant définitivement et dans toute son étendue l'idée de risque créé qui seule est équitable, le législateur reléguera la *culpa* dans le droit pénal ; là seulement elle a et doit avoir uniquement sa place marquée.

Vu :

Le Président de la Thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

CHAPITRE PREMIER

La théorie de la responsabilité en droit romain . . .	5
SECTION I. — <i>Période du très ancien droit romain.</i>	5
SECTION II. — <i>Introduction de l'idée de faute ; période classique</i>	19

CHAPITRE II

L'ancien droit français	28
--	-----------

CHAPITRE III

L'idée générale du Code civil.	34
---	-----------

CHAPITRE IV

La notion de faute et les délits et quasi-délits.	38
--	-----------

CHAPITRE V

La doctrine moderne en matière de responsabilité. . .	53
<i>Etendue de cette responsabilité et ses limitations. . . .</i>	<i>72</i>
<i>Examen critique de la théorie purement objective. . . .</i>	<i>79</i>

CHAPITRE VI

La responsabilité du fait des choses en jurisprudence.	98
<i>Etat primitif de la jurisprudence</i>	99
<i>Extension donnée à l'article 1386 par la jurisprudence .</i>	107
<i>Responsabilité du fait des choses basée sur l'article 1384,</i> <i>alinéa 1.</i>	122
CONCLUSION	151

A. Pedone, imprimeur-éditeur. — Paris.
